

**Suisse**  
25 septembre:  
un résultat,  
et ses longues  
conséquences

**Santé**  
Les assureurs  
aux commandes

**Suisse**  
Mauvaise poste  
pour les  
facteurs

**Etats-Unis**  
Voix d'Amérique  
contre la guerre

**International**  
Grève de la  
faim à  
Guantanamo

**Allemagne**  
Une nouvelle  
gauche?

## Argentine: 10 ans de mouvement « piquetero »



**Ouverture dominicale  
des commerces: pas sans crier gare!**

**NON le 27 novembre**

## SOMMAIRE

## Perspectives

Le jour d'après 2

Félicitations... 2

## Actuel

25 septembre: un résultat, et ses longues conséquences 3

Brèves 3

## Suisse

Santé: les assureurs aux commandes 4

27 novembre: ouverture dominicale des commerces. Pas sans crier gare! 5

## Dossier

Argentine: dix ans de mouvement «piquetero» 6-7

## Suisse

Mauvaise poste pour les facteurs 8

## International

Voix d'Amérique... contre la guerre 9

Grève de la faim à Guantanamo 10

Enlevé à Milan, torturé au Caire 10

## Ecouter·Voir·Lire

Les Vivants et les Morts, de Gérard Mordillat 11

Les Mauvaises Gens, une BD d'Etienne Davodeau 11

En bref 11

Agenda 11

## Dernière

Allemagne: une nouvelle gauche? 12

## IMPRESSUM

## La brèche

www.labreche.ch

redaction@labreche.ch  
 abonnement@labreche.ch  
 tél. 021 621 89 87  
 case postale, 1000 Lausanne 20  
 CCP 17-247469-2  
 Parution mensuelle

Abonnement annuel: Fr. 20.-  
 Abonnement de soutien: dès Fr. 50.-

## Comité de rédaction:

Daniel Bonnard, Michela Bovolenta, Pierre-André Charrière, Denise Chervet, Carmen Crisan, Geneviève de Rham, Paolo Gilardi, Wyna Giller, Alain Gonthier, David Gygax, Robert Lochhead, Jean-François Marquis, Philippe Martin, Cécile Pasche, Alessandro Pelizzari, Roger Raemy, Lionel Roche, José Sanchez, Agostino Soldini, Charles-André Udry, Joël Varone, George Waardenburg, Urs Zuppinger, Guy Zurkinden.

La brèche est éditée par le Mouvement pour le socialisme (MPS). Les idées qui s'y expriment ne représentent cependant pas nécessairement le point de vue du MPS.

## Le jour d'après

Dès le 26 septembre, la majorité de droite au Parlement a adopté les versions les plus dures de la Loi sur l'asile (LAsi) et de la Loi sur les étrangers (LEtr). Donnant ainsi son vrai sens au prétendu «oui d'ouverture» du 25 septembre.

JEAN-FRANÇOIS MARQUIS

Ladite gauche – des notables socialistes à ceux d'«A gauche toute!» – en avait fait son argument massue: un Oui le 25 septembre serait un Non à la xénophobie, indispensable pour résister à Blocher et ses affidés.

Blocher, ne surprenant que ceux qui en ont fait un épouvantail pour mieux dissimuler leur connivence néo-corporatiste avec le patronat et l'appareil d'Etat de ce pays, a fait publiquement campagne pour le Oui le 25 septembre. Et, dès le 26 septembre, le Parlement a montré ce qu'il pensait du Oui «anti-xénophobe» de la veille. En trois jours, le Conseil national s'est rallié sur tous les points fondamentaux aux versions de la Loi sur l'asile (LAsi) et de la Loi sur les étrangers (LEtr) adoptées en mars dernier par le Conseil des Etats.

On a aussitôt eu droit, du côté de ladite gauche, à des réactions outrées. L'Union syndicale suisse (USS) a dénoncé le ralliement du «PDC et [du] PRD [à] une ligne blochérienne» (28.9.2005). Le *Courrier*, organe officiel de l'essentiel du Oui autrement, n'a pas hésité: «Asile: mardi noir. Ils ont osé.» (28.9.2005) Comme si une trahison subite venait d'être commise.

La réalité est bien plus banale. La majorité de droite du Parlement n'a fait que poursuivre la mise en œuvre de la politique cohérente – ce qui ne l'empêche pas d'être scandaleuse – du Conseil fédéral (et pas seulement de Blocher) en matière de migrations. Les révisions de la LAsi et de la LEtr sont, de ce point de vue, le complément logique et nécessaire de ladite extension de la libre circulation des personnes. Le Oui du 25 septembre n'était, dès lors, qu'un encouragement à appliquer cette politique avec encore plus de rigueur. Ce qu'a fait la droite unie.

La Neue Zürcher Zeitung, plus réaliste car ayant moins de balivernes à vendre dans ce domaine à son lectorat, explique cela de manière posée dans son édition du 27 septembre: «La ligne dure [s'impose] aussi en matière de droit des étrangers». «La révision de la Loi sur les étrangers [...] ne concerne que les migrants venant de pays tiers hors de l'Europe», commence par expliquer la NZZ. L'essentiel est dit. Le quotidien zurichois poursuit: «Le Conseil national et le Conseil des Etats s'étaient déjà mis d'accord [au printemps 2004] sur les règles de base de la révision de la LEtr: fondamentalement, seuls doivent être autorisés [à venir en Suisse] les étrangers pour lesquels existe une demande sur le marché du travail et qui disposent d'une bonne qualification professionnelle – une politique qui a déjà fait ses preuves ces 10 dernières années.» Pour la NZZ, le Conseil national s'est simplement montré «plus conséquent» qu'il y a une année. Ainsi «il a laissé tomber l'article dit des aides agricoles qui prévoyait la possibilité d'accorder un permis de séjour non seulement aux personnes occupant des positions dirigeantes ou étant des spécialistes, mais également à la main-d'œuvre nécessaire à l'accomplissement de tâches spécifiques». C'est surtout l'agriculture qui misait sur cet article pour avoir accès à une main-d'œuvre bon marché. Cette disposition n'est désormais plus nécessaire, car grâce à l'extension de la libre circulation il existe un réservoir suffisant pour une telle main-d'œuvre: c'est ainsi que l'UDC a justifié son abandon de cette disposition.» Faut-il être plus clair?

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la «socialiste» Micheline Calmy-Rey expliquait exactement la même chose en août: l'Accord de libre circulation des personnes «entre la Suisse et les 15 anciens Etats membres de l'UE est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2002. Après deux ans et demi, la Suisse peut

tirer un bilan positif. Dans l'ensemble, l'immigration a légèrement diminué ces dernières années en Suisse. On observe simultanément un déplacement sensible dans sa composition: l'immigration en provenance de pays tiers (par exemple des Balkans et de la Turquie) diminue, alors que l'immigration en provenance des Etats de l'UE augmente. Ce déplacement est conforme aux objectifs de la politique migratoire du Conseil fédéral. Les travailleurs originaires de l'UE s'intègrent facilement de manière générale. De même, ils répondent davantage aux exigences des entreprises suisses en ce qui concerne les qualifications linguistiques et techniques notamment. Ils se voient par conséquent privilégiés par l'accord sur la libre circulation des personnes. L'extension de cet accord s'inscrit dans le droit fil de cette même politique migratoire.»

En d'autres termes: le Oui du 25 septembre n'a en rien ébranlé la politique utilitariste et discriminatoire des deux cercles. Il lui a au contraire apporté une pierre de première importance, solidement scellée grâce aux bons soins de ladite gauche et des directions syndicales. La droite n'a dès lors plus qu'à achever l'édifice avec la LEtr et la LAsi, ce à quoi elle s'est attelée dès le 26 septembre.

Des campagnes référendaires sont désormais certaines. Le référendum contre la Loi sur l'asile est annoncé et disposera d'un large appui. Celui contre la LEtr est probable, même si le Parti socialiste et l'Union syndicale suisse entraînent les pieds, par «réalisme» – le même qui faisait que le Oui le 25 septembre était la seule position possible. Nous participerons à ces batailles référendaires nécessaires. Mais en refusant de dissimuler la cohérence de la politique du Conseil fédéral. Car ce n'est qu'ainsi que l'on pourra la combattre.

## Félicitations...

Le néo-corporatisme au quotidien: au lendemain du 25 septembre, le Conseil d'Etat genevois félicite conjointement l'Union des associations patronales genevoises et la Communauté genevoise d'action syndicale.

La direction de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) n'en attendait probablement pas tant. C'est par lettre officielle que le Conseil d'Etat genevois l'a, conjointement à l'Union des associations patronales, félicitée de «ses efforts pour garantir à son bien-être économique et social» et de son «engagement remarquable [...] dans le cadre de la votation populaire sur l'extension de la libre circulation» (voir fac-similé).

Signée par la ministre des finances, la libérale Brunschwig-Graf, la missive souhaite la poursuite de «l'action commune [gouvernement-patronat-syndicats] sur cette lancée dynamique et constructive». Une consécration en bonne et due forme de la nouvelle phase du néo-corporatisme scellée à l'occasion de la votation du 25 septembre.

D'aucuns, y compris «à gauche toute», appellent désormais le patronat et les autorités à «tenir leurs promesses». A Genève, le Conseil d'Etat, suivant les appels du patronat, n'a pas tardé à montrer comment il entendait le faire: blocage des salaires du personnel de l'Etat, suppression du statut de fonctionnaire et diminution des prestations à la population. Serait-ce cela le «bien-être économique et social» pour lequel la CGAS a fait preuve d'un si «remarquable engagement»?

On peut se demander si les félicitations du Conseil d'Etat s'adressaient aussi aux fonctionnaires de la CGAS qui ont réussi le dimanche 25 septembre un véritable exploit. Sous le regard admiratif et goguenard de Martine Brunschwig-Graf, Jacques Simon-Egely (conseiller national libéral) et Pierre Weiss (secrétaire de l'Union patronale et député libéral), ces fonctionnaires syndicaux, cadres de la CGAS, ont agressé et bousculé un cameraman et un journaliste de la TSR

pour empêcher physiquement l'interview d'un porte-parole du Non de gauche, Paolo Gilardi, inculpé par ailleurs dans l'affaire dite «des TPG» [le blocage des TPG lors d'une grève de la fonction publique au printemps 2004]. Au siège bernois de l'Union syndicale

suisse (USS), la «démocratie syndicale» s'exerce par le licenciement de ceux qui ne sont pas d'accord. A Genève c'est plus «physique». De toute évidence, le néo-corporatisme, c'est «bon pour la tête» des directions syndicales et social-démocrates.



# Un résultat, et ses longues conséquences

La question sociale était au centre du scrutin du 25 septembre, comme nous l'avions expliqué depuis une année. Analyse.

JEAN-FRANÇOIS MARQUIS

« Nouvelle victoire de l'ouverture » (Le Temps, 26.9.2005): tout ce que la Suisse compte d'officialité et d'experts», ou presque, a célébré la « large » victoire du OUI, le 25 septembre. Depuis une année, **La brèche** a exposé les arguments motivant notre NON: le soutien à une libre circulation-à-travail-égal-salaire-égal et, à partir de cet objectif, le refus de mesures d'accompagnement illusoire. Retour sur quelques leçons de cette votation.

## « Beaucoup de réfractaires »

« On oublie peut-être un peu vite que l'accord était soutenu par le Conseil fédéral, les partis, y compris une part de l'UDC, le patronat, les syndicats, les autorités cantonales [et les médias]. Bref tous les relais étaient en action. Vu sous cet angle, 44% de « non », c'est beaucoup de réfractaires et politiquement un phénomène non négligeable. » Ce constat de bon sens n'est pas celui d'un déçu du NON, mais d'André Gavillet, ancien conseiller d'Etat socialiste (Domaine public, 30.9.2005).

## Le 25 septembre offrait une occasion rare de faire un pas vers un peu d'indépendance de classe. Les directions syndicales ont préféré redoubler les chaînes d'or de l'unité nationale et du néo-corporatisme.

Dans Le Temps du 29 septembre, trois « experts » commentent: « Les communes suburbaines et périphériques, socialement moins favorisées [ont manifesté] plus de réticences. [...] L'acceptation [...] diminue surtout dans les communes suburbaines (par exemple Meyrin) et agro-industrielles [sic] (par exemple le Val-de-Travers). Une part des ouvriers change de camp. » Les quatre grandes communes populaires périphériques à Genève (Vernier, Onex, Lancy, Meyrin) ont ainsi dégaugé une majorité pour le NON. Dans les quartiers populaires de Zurich-Nord et dans les communes ouvrières avoisinantes, le NON est proportionnellement nettement plus important, et parfois majoritaire. A l'inverse des beaux quartiers de la Goldküste, Claude Longchamp, directeur de l'Institut d'enquête GFS, conseiller du Parti socialiste à ses heures, confirme sous un autre angle: il évalue que la participation a été plus faible parmi les ouvriers du secteur indus-

triel – où les salarié-e-s d'origine étrangère sont nombreux –, parce qu'ils « ne voulaient pas voter Non mais ne pouvaient pas non plus dire Oui » (work, 30.9.2005).

Premier constat, de larges couches populaires n'ont donc rien cru à la déferlante de propagande de la Suisse officielle, une comme jamais. Voilà effectivement un « phénomène politiquement non négligeable ».

## Le social au centre

Deuxième constat: « Pour les votants, il y avait une préoccupation centrale: la pression sur les salaires. » Claude Longchamp confirme une évidence: c'est la question sociale – et pas celle de la xénophobie – qui était au centre de cette votation.

Cela ne devrait pas surprendre. Depuis 15 ans, les salarié-e-s de ce pays sont confronté-e-s à: une déstabilisation croissante des stables, un chômage important et qui est devenu durable, un pouvoir d'achat rogné année après année, des secteurs d'emplois de plus en plus amples où bas salaires et précarité sont la norme, des inquiétudes croissantes à propos des retraites, et pour la première fois depuis longtemps, la perspective que leur avenir, et celui de leurs enfants, ne sera pas meilleur, mais pire.

Ce contexte représentait une opportunité pour les organisations prétendant représenter et défendre les intérêts des salarié-e-s, les syndicats: manifester de l'empathie pour ces inquiétudes, aider à dépasser le stade de la peur – pouvant déboucher sur le ressentiment – en proposant un combat commun, même fort limité, pour des droits collectifs aidant à faire face ensemble. La concrétisation politique de cette option était offerte sur un plateau: une campagne unitaire et forte pour un NON, afin d'arracher de vraies mesures d'accompagnement.

Au contraire, et c'est le troisième constat, on a eu droit au déni du vécu de ces centaines de milliers de salarié-e-s. Comme de leurs expériences: par exemple celle qui les faisait dire qu'ils ne croyaient pas aux contrôles annoncés, n'en ayant jamais vu de leur vie de travailleur-euse. La disqualification paternaliste est venue renforcer le déni: le qualificatif infamant de « xénophobe » – estampillé par les gardiens du politiquement correct d'« A gauche toute! » – immédiatement collé sur l'expression de ces inquiétudes.

La votation du 25 septembre offrait une occasion rare de faire un petit pas vers l'émergence d'une certaine conscience des intérêts communs des salarié-e-s, opposés à ceux de la bourgeoisie qui gouverne ce pays. Vers un peu d'indépendance de classe. Les directions syndicales ont fui cette chance. Elles ont préféré,



La sainte alliance: on voudrait maintenant nous faire croire que « la page est tournée ». Et pourquoi donc, si c'était si honorable?

conjointement avec le Parti socialiste, redoubler les chaînes d'or de l'unité nationale et du néo-corporatisme, en scellant une paix du travail version XXI<sup>e</sup> siècle, au carré. Leur incorporation docile à l'alliance interclassiste qui a mené la campagne du 25 septembre, pilotée par le tandem économiste/Conseil fédéral, a concrétisé ce choix. Elles ont en même temps accru les risques que la disqualification se transforme en prophétie autoréalisatrice: l'expression politique des inquiétudes sociales de ces couches des salarié-e-s abandonné-e-s à leur sort est imprévisible; la voie est libre pour les pires courants chauvins voulant en profiter.

## Illusionnisme

« Après le 25 septembre, syndicats et patrons reprennent leurs distances. » (Le Temps, 30.9.2005) Les pontes syndicaux n'ignorent pas l'écart entre leurs discours léniants en vue du 25 septembre et la réalité. Ils veulent donc faire croire à une parenthèse. C'est comme essayer d'effacer les effets d'une escroquerie politique par un numéro d'illusionnisme.

Premièrement, l'occasion est perdue. La votation du 25 septembre avait la particularité, rare, d'un scrutin portant sur une question clé pour la bourgeoisie et dont le résultat dépendait fondamentalement du positionnement des syndicats. Tout le monde le reconnaît. Ce plat ne sera pas resservi.

Deuxièmement, le mécanisme au cœur des mesures d'accompagnement acceptées est que leur application dépend du bon vouloir du patronat et de l'Etat. C'est la différence essentielle avec celles que nous revendiquons (cf. **La brèche** N° 16): elles visaient à introduire des droits dont les salarié-e-s et leurs organisations pourraient faire usage en toute indépendance. Les fameux « 150 » inspecteurs annoncés sont une tromperie: leur nombre effectif dépendra de la décision des cantons. Les patrons et l'Etat pourront bloquer dans les commissions tripartites toute demande d'extension de convention collective de travail (CCT) ou de contrat type avec salaires minimums. Même la soumission des entreprises temporaires aux cotisations pour la retraite anticipée dans le bâtiment (un argument important pour Unia) n'est pas réglée: les patrons voudraient que cela

n'intervienne qu'après trois mois, c'est-à-dire pratiquement jamais! (work, 30.9.2005).

En clair, en appelant à voter OUI, les directions syndicales ont choisi de remettre, au soir du 25 septembre, tous leurs atouts aux mains du patronat et de l'Etat. Qui en feront bon usage.

La déclaration de Peter Spuhler, l'entrepreneur UDC, le soir même du 25 septembre prend dès lors son sens: « Aux syndicats, l'entrepreneur Spuhler dit qu'il faudra maintenant observer comment les mesures d'accompagnement agissent sur le marché du travail. En cas d'évolution défavorable, il faudra corriger. » (Tages-Anzeiger, 26.9.2005) Le signal politique est clair: le temps des boniments est passé. Retour à la réalité. Il suffit d'observer l'orientation prise par le patronat allemand (cf. p. 12) – un repère décisif pour la bourgeoisie helvétique – pour savoir ce que cela signifie.

## Test acide

Le test acide est d'ailleurs pour bientôt: le renouvellement de la CCT de l'industrie des machines. La plus importante de Suisse. Depuis des décennies, elle ne contient aucun salaire minimum. Le patronat veut maintenant pouvoir augmenter le temps de travail (sans compensation salariale) ou rogner le 13<sup>e</sup> salaire. Bref, aggraver et pérenniser l'article de crise de 1993. Des décennies de « partenariat social » ont laissé Unia lessivé dans ce secteur. De quelle aide seront les mesures d'accompagnement?

On peut jouer à l'idiot, ou au cynique, et proclamer qu'il faut « prendre au mot » les patrons ayant déclaré leur refus du dumping et faire des salaires minimaux une exigence non négociable. Ou être sérieux: ce renouvellement démontrera que les promesses faites le 25 septembre n'étaient qu'une tromperie. Qui pose avec force l'exigence d'une refondation de la politique syndicale et de gauche, ainsi que des structures capables de les incarner. ■

## LABRECHE.CH

Dossier complet d'une année d'argumentation en vue du 25 septembre, archives,...

## BRÈVES

### Hécatombe sociale

Le Bureau international du travail (BIT) vient de publier un rapport à l'occasion du congrès mondial sur la sécurité au travail. Il dresse le tableau d'une véritable hécatombe sociale. Alors que 1,2 million de personnes meurent chaque année sur les routes, 2,2 millions de personnes sont tuées par leur travail. Voilà un scandale qui est tellement gros... qu'il est quasiment impossible d'en trouver une trace dans les médias ou dans les préoccupations des autorités. Ce chiffre de 2,2 millions n'est, selon le BIT, « que la partie visible de l'iceberg, à cause des mauvaises méthodes de déclaration dans les pays en développement ». De plus, il faut y ajouter 160 millions de personnes rendues malades par leur travail et 270 millions victimes d'accidents non mortels avec incapacité de travail. Le lien avec la brutale mise en concurrence des salarié-e-s qui caractérise la mondialisation capitaliste est manifeste. C'est pour cela qu'il ne faut surtout pas en parler.

### Nouveau progrès: le travail à salaire partiel!

Le travail à salaire partiel. A ne pas confondre avec le travail à temps partiel. Cela vient de sortir. De la boîte à surprise de la municipalité rouge-verte de Zurich. Ce sont des emplois qui seront proposés, gentiment bien sûr, aux personnes à l'aide sociale. Avec un « salaire » entre Fr. 1600.– et Fr. 3200.– par mois, l'aide sociale diminuant en conséquence. De rémunérations fixées en fonction de la « productivité »: cela va de soi, particulièrement pour des personnes à l'aide sociale et cherchant à se réinsérer. « Nous devons accepter la réalité. Tout ne peut pas être rétribué avec un salaire de Fr. 4000.– » (Le Temps, 22.9.2005) Monika Stocker, la municipale écologiste qui ne gagne pas Fr. 4000.–, a là une appréciation que ne démentirait pas Ueli Maurer, secrétaire des paysans zurichois et, accessoirement, président de l'UDC. Les syndicats sont, paraît-il, rassurés: « Il est rassurant de savoir que les entreprises ne devraient pas pouvoir abuser de cette offre en recevant des subventions pour employer des gens à salaire réduit. » (Heinz Gabathuler, secrétaire de l'Union syndicale zurichoise, in Le Temps, 22.9.2005) Il est rassurant pour les salarié-e-s de savoir qu'ils peuvent compter sur de tels syndicats. Sans oublier qu'avec une telle mesure, la campagne de l'Union syndicale suisse (USS) pour un salaire minimum de Fr. 3500.– reçoit un sérieux coup de fouet. Dont on voit la trace.

### Souriez, vous êtes filmé

La nouvelle Loi sur l'asile prévoit qu'un requérant d'asile pourra être débouté d'office s'il n'est pas capable, dans les 48 heures suivant le dépôt de sa demande, de présenter des documents de voyage ou pièces d'identité. C'est l'une des dispositions qui réduit à néant le droit d'asile. Pour Dominique Boillat, porte-parole de l'Office fédéral des migrations (ODM), il ne faut pas exagérer: « Au lieu d'un passeport, valide ou non, la personne peut par exemple, parmi d'autres preuves, présenter une cassette vidéo qui démontre qu'elle a été brutalisée par des policiers ou encore un article de presse qui parle d'elle. » (Le Temps, 30.9.2005) Donc, avant de venir demander l'asile en Suisse, passez par Abou Ghraïb. Evidemment, ce n'est pas une sinistre plaisanterie.

### Vieille ficelle

Cela fait quinze ans que cela dure: à chaque votation portant sur les relations de la Suisse avec l'Union européenne, des « experts » annoncent qu'un vote négatif se payera par la disparition de centaines de milliers d'emploi. Une semaine avant le 25 septembre, les comités pilotes par économistes publiaient encore des annonces annonçant la suppression de 280'000 emplois en Suisse romande en cas de Non (pourquoi pas 28'000'000, pendant qu'on y est!) Avec des chiffres canton par canton si précis que l'on s'attendait presque à lire la liste nominative. L'hebdomadaire allemandique Cash du 29 septembre retrace la petite histoire de ces grandes menaces: des 100'000 emplois de perdus pronostiqués par Franz Jaeger en 1992 – il est depuis devenu un adversaire décidé de l'adhésion à l'UE! – en passant par les calculs d'Avenir Suisse, la boîte à idées du patronat, en 2002. Conclusion: la ficelle est toujours aussi grosse. Et toujours autant dépourvue de fondement.



# Santé: les assureurs aux commandes

Les primes maladies ne cessent d'augmenter et rognent le pouvoir d'achat des salarié·e·s. Le Conseil fédéral laisse intact le système des primes par tête; il poursuit ses réformes visant à faire de la santé un marché lucratif, toujours plus sous la coupe des assureurs.

JOËL VARONE

L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a annoncé que les primes d'assurance maladie augmenteront de 6% en moyenne en 2006. Les primes grimperont de plus de 10% pour les résidents du canton de Berne. Depuis 1996, les primes d'assurance maladie ont ainsi augmenté de 76,9%<sup>1</sup>. Pascal Couchepin affirmait dans *L'Hebdo*: « Dans certains cantons, pour 40% de la population, les primes d'assurance maladie sont plus lourdes que les impôts. »<sup>2</sup> De plus en plus de personnes se retrouvent dans l'incapacité de payer leur assurance maladie. Le budget établi à Genève pour financer l'assurance maladie des personnes démunies est passé de 3 millions de francs en 2000 à plus de 20 millions pour 2006. En 2003, la prime moyenne annuelle de l'assurance maladie s'élevait à Fr. 4 668.– à Genève. Le ministre genevois de la santé avoue: « De plus en plus de gens de la classe moyenne inférieure ne paient pas. »<sup>3</sup>

**La LAMal – une des « réussites » de Ruth Dreifuss au Conseil fédéral – a permis la prédominance des intérêts privés dans la gestion des questions de santé.**

Par ailleurs, les participations directes aux frais et prestations de l'assurance maladie par les assurés n'ont cessé de croître passant de Fr. 233.– en moyenne en 1996 à Fr. 382.– en 2004.

**Moins de prestations, plus de profit**

Cette explosion des primes maladies est, dans une large mesure, la conséquence du système actuel d'assurance maladie, avec des primes par tête, et son ampleur dépasse nettement l'évolution des coûts de la santé. Néanmoins, les milieux bourgeois, appuyés dans une large mesure par le Parti socialiste, proposent toute une série de mesures se focalisant sur l'augmentation continue des coûts de la santé. Ces mesures visent surtout à transformer le secteur de la santé en un vaste marché lucratif, en démantelant les droits des assurés. Les réformes proposées amènent un report des coûts de la santé sur les salariés, au nom de la responsabilisation individuelle. Elles protègent les intérêts des deux plus importants lobbies de la santé: les assureurs privés et l'industrie pharmaceutique.

Ainsi, les prestations de l'assurance de base sont revues à la baisse. Pascal Couchepin a annoncé en juin la sortie du catalogue de base des médecines complémentaires. C'est une première mesure visant à

favoriser le développement des assurances complémentaires, très lucratives pour les assureurs.

Aujourd'hui, les assureurs et l'OSFP souhaitent promouvoir des assurances pour des soins en réseaux (*managed care*). Ces dernières limitent drastiquement le choix pour le patient du médecin traitant et de la chaîne de soins. Seuls les médecins et les services les moins chers figurent sur les listes imposées.

**Le fiasco de la LAMal** 10 ans après son entrée en vigueur, la LAMal (Loi sur l'assurance maladie), une des « réussites » de Ruth Dreifuss au Conseil fédéral, a permis la prédominance des intérêts privés dans la gestion des questions de santé<sup>4</sup>. Elle est un instrument pour remodeler le secteur de la santé et le rendre compatible avec les projets de marchandisation de la santé prévus par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Elle a en effet permis l'émergence en Suisse d'un véritable marché de la santé, dont la libéralisation devrait être consacrée par la 2<sup>e</sup> révision de la LAMal.

Cette seconde révision, qui avait échoué au Parlement en 2003, progresse lentement au Parlement, compte tenu de la multitude d'intérêts en jeu dans le « camp bourgeois ». Néanmoins, des avancées ont lieu. Par exemple à propos de la réforme des hôpitaux.

**Hôpitaux « optimisés »** L'article 39d de la LAMal exige que les autorités publiques intègrent dans leur planification hospitalière des hôpitaux privés. Cet article souligne toute la logique de la LAMal qui consiste à libéraliser le secteur de la santé et à l'ouvrir aux investisseurs privés. Par le biais d'une mise en concurrence des prestataires de soins telle que planifiée dans la 2<sup>e</sup> révision de la LAMal, un coup décisif est porté au caractère public de la santé.

Le changement de mode de financement des hôpitaux – le financement actuel des coûts totaux sera remplacé par un financement des prestations fournies – accroîtra les pressions sur les directions des hôpitaux publics pour offrir des prestations au meilleur coût possible. A supposer que des hôpitaux ne soient pas compétitifs dans certains secteurs, ces derniers seront condamnés, même s'ils ont une utilité reconnue par la population. Le financement par prestation implique aussi que toujours plus de critères de gestion d'entreprise sont appliqués dans les hôpitaux. Or, le statut public des hôpitaux ainsi que l'appartenance du personnel hospitalier au personnel de l'Etat représentent des protections en termes de condition de travail et une garantie contre les licenciements qu'une gestion entrepreneuriale ne saurait tolérer longtemps.



La dernière trouvaille: des cotisations plus élevées pour les personnes âgées.

(Photo: Interfoto)

Pour optimiser les coûts des hôpitaux, de nombreux cantons ont donc révisé, ou vont réviser, le statut de leurs hôpitaux publics. Ces projets tendent tous à une privatisation, ou au mieux une autonomisation, des hôpitaux publics. Ils visent aussi une réduction des prestations fournies par des regroupements de petits centres de soins ou leur fermeture. De même, de nombreux hôpitaux ont déjà externalisé certaines tâches, comme l'entretien et le nettoyage, permettant à de grandes multinationales comme ISS de s'implanter.

**Dans les cantons**

La réforme hospitalière acceptée en juin par le canton de Berne prévoit le passage à un financement selon les prestations. Le canton n'épongera plus les déficits. Aux hôpitaux d'être compétitifs. Depuis 1999, cinq hôpitaux bernois ont fermé leurs portes. Désormais, les six centres hos-

pitaliers bernois seront mis en concurrence les uns avec les autres, avec les pressions qui en découleront, notamment sur le personnel. A Neuchâtel, la réforme (soutenue par le Parti socialiste) a modifié le statut du personnel hospitalier, employé désormais avec un contrat de droit privé. Elle a aussi octroyé la gestion du nouvel Etablissement hospitalier cantonal multisite (EHC) à des administrateurs indépendants du pouvoir politique. Des sites non rentables pourront être fermés. A Fribourg comme en Valais, les réformes hospitalières entraînent de nombreuses fermetures de service et donnent toujours plus d'autonomie de gestion aux conseils d'administration.

Ces réformes préparent le terrain pour la prochaine étape prévue dans la 2<sup>e</sup> révision de la LAMal: la fin de l'hôpital public et le financement public des hôpitaux privés.

**Argent public au service du privé**

La 2<sup>e</sup> révision de la LAMal vise en effet à renforcer l'implantation des hôpitaux privés en leur faisant également bénéficier de l'argent public! La révision de la LAMal veut que la contribution cantonale pour le financement hospitalier de santé soit redistribuée entre tous les prestataires de soins, publics ou privés, selon le volume de leur prestation. L'OFSP, reprenant l'argument des assureurs, affirme que cette mesure ne sert qu'à réparer une fâcheuse distorsion de concurrence régnant actuellement et donnant un avantage indu aux hôpitaux publics.

Pendant, les projets de réforme du financement des hôpitaux ne s'arrêtent pas là. La commission du Conseil des Etats en charge du dossier vient de soumettre une proposition visant un financement moniste des hôpitaux. Le but de l'opération: donner les

pleins pouvoirs aux assureurs privés. Les cantons continueraient à verser leur part aux dépenses mais n'auraient plus voix au chapitre. Seuls les assureurs pourraient négocier les tarifs avec les hôpitaux. Le financement moniste des hôpitaux via les assureurs participe pleinement de la logique d'accapement par les intérêts privés de sphères auparavant gérées avec un certain contrôle public. Ce projet, qualifié de révolutionnaire par Christiane Brunner<sup>5</sup>, a été pour l'instant botté en touche. Il reste cependant un axe trop important pour ne pas être remis sur la table: il consacrerait en effet l'emprise des assureurs sur la politique de la santé dans ce pays.

1. *Le Temps*, 28 septembre 2005.

2. *L'Hebdo*, 28 juillet 2005.

3. *Tribune de Genève*, 5 septembre 2005.

4. cf. Suzanne Peters: « De la santé publique aux soins privés ». *A l'encounter* N°9, 2002 (cf. www.alencounter.org).

5. *NZZ*, 31 août 2005.

## La 2<sup>e</sup> révision de la LAMal

La LAMal est entrée en vigueur en 1996. Un projet de révision a subi un échec retentissant devant le Parlement en décembre 2003. Depuis, le Conseil fédéral a décidé de saucissonner l'ensemble. Les réformes proposées sont maintes, mais avancées en deux paquets distincts comprenant chacun toute une série de mesures. Parmi les réformes les plus significatives:

- 1) Liberté de contracter pour les assureurs privés.** C'est la levée de l'obligation pour les assureurs privés de rembourser tous les médecins. Cette mesure est une atteinte quant au droit du patient de choisir la personne qui la soigne et une mainmise des assureurs sur le corps médical. Cette mesure stimulera une mise en concurrence des médecins entre eux. Elle introduira toujours plus de considérations économiques dans les pratiques médicales, privilégiant certains actes plutôt que d'autres en fonction de critères de rentabilité et d'adéquation aux objectifs imposés par les assureurs.
- 2) Augmentation de la participation des assurés aux coûts.** Ce projet vise à faire passer de 10% à 20% l'actuelle participation aux coûts demandée aux assurés. Bien que le plafond de cette participation reste à Fr. 700.– cette mesure fera économiser 500 millions de francs aux caisses malades.
- 3) Promotion du *managed care*.** La 2<sup>e</sup> révision de la LAMal prévoit aussi l'encouragement de nouvelles formes d'assurance maladie prévoyant des soins en réseaux (*managed care*). Ce sont généralement des chaînes de soins orga-

nisées et tenues en main par des assureurs privés. La personne contractant une telle assurance se verrait fortement limitée dans ses choix quant à son médecin traitant, le tout moyennant une assurance maladie meilleur marché. Aux Etats-Unis, le *managed care* est très développé. Il a donné naissance à un système dans lequel les soins médicaux apportés par les médecins (généralement salariés des assureurs privés) sont de qualité médiocre. Des opérations sont refusées au nom de leur coût, d'autres sont bâclées afin de pouvoir rentrer dans le budget.

- 4) Réformes du financement des hôpitaux.** Le grand chantier de la réforme du financement des hôpitaux prévoit le passage d'un mode de financement des coûts totaux à un financement des prestations fournies. Le tout avec un passage progressif du financement dual actuel (Etat et assurances maladie) à un financement moniste (assurances maladie uniquement, mais avec des contributions de l'Etat maintenues). Ces changements permettront une mise en concurrence des hôpitaux entre eux, accentuant les politiques de privatisation et d'autonomisation. Actuellement, la 2<sup>e</sup> révision de la LAMal est bloquée. Les discussions n'arrivent pas à aboutir au niveau du Parlement. En septembre, le Conseil des Etats a renvoyé le projet de financement des hôpitaux en commission. Ces difficultés ne doivent pas cacher les réformes et transformations bien réelles qui s'opèrent sur le terrain et préparent dans les faits l'achèvement du programme de cette 2<sup>e</sup> révision de la LAMal.

# Pas sans crier gare !

L'ouverture dominicale de tous les commerces installés dans les gares est soumise au vote le 27 novembre, suite à un référendum syndical. C'est l'accélération de la déréglementation générale des horaires qui est l'enjeu réel de la votation.

P.-A. CHARRIÈRE, G. ZURKINDEN  
La procédure qui a débouché sur la révision de la Loi sur le travail adoptée par le Parlement fédéral le 30 septembre 2004 – soumise à votation le 27 novembre suite à un référendum – est révélatrice. Au départ, un recours des syndicats zurichoïses contre une circulaire cantonale. Celle-ci signalait aux magasins de la gare de Zürich qu'ils pouvaient faire travailler leur personnel le dimanche sans autorisation. La procédure a été jusqu'au Tribunal fédéral (TF) qui a donné raison aux syndicats: seuls les magasins « au service des voyageurs » (alimentation, librairie, traiteur, hygiène, etc., mais pas électroménager, vêtement, informatique, etc.) peuvent imposer le travail du dimanche sans autorisation. Ce jugement représente en principe une défaite importante pour les patrons. Dans la seule gare de Zurich, la moitié des nonante magasins ne pouvaient plus recourir au travail du dimanche.

Mais la bourgeoisie a une conception particulière de « l'Etat de droit ». Le Secrétaire à l'économie (seco) s'est empressé de fournir à ces magasins une autorisation transitoire « afin qu'ils aient suffisamment de temps pour modifier leur organisation ». En fait, cette « autorisation transitoire » permet aux magasins zurichoïses de poursuivre tranquillement leurs pratiques illégales... en attendant la révision de la loi.

## Au pas de charge

Le radical zurichoïse Hegetschweiler, requin de l'immobilier, s'empressé (trois semaines après le jugement du TF!) de déposer une initiative parlementaire visant à modifier la Loi sur les chemins de fer. Victime de sa précipitation, Hegetschweiler se trompe de loi: pour faire bosser les salarié-e-s le dimanche, c'est la Loi sur le travail qu'il doit réviser. Mais ce n'est pas grave car, pour leurs projets commerciaux dans les gares, les patrons ont besoin de réviser à la fois la Loi sur le travail (LT) et la Loi sur les chemins de fer.

Pour aller vite, il s'agit d'éviter le lancement d'un référendum. Un marchandage de dernière minute est proposé aux syndicats: si vous renoncez à contester ces révisions, les CFF s'engagent à imposer à leurs « locataires » l'obligation de signer un contrat collectif de travail (CCT) pour le personnel des magasins situés dans la gare. Le hasard a voulu que l'offre arrive très tard et les

syndicats l'ont, cette fois, déclinée en signalant que le référendum était déjà quasiment lancé. « Occasion ratée », analyse la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), qui se reprend vite: « Cela pourrait aussi être une chance pour la libéralisation générale des heures d'ouverture des magasins ». (NZZ, 5 novembre 2004). Le ton est donné: les patrons présentent ouvertement la votation du 27 novembre comme un test déterminant pour la poursuite de leur offensive libérale.

« Les personnes déjà occupées dans le commerce de détail doivent s'attendre à subir des surcroûts de charges et l'assouplissement des horaires aura des effets négatifs sur leur vie privée. » (La Vie économique, Seco, sept. 2005)

Des grandes surfaces comme Coop et Migros ne sont pas directement concernées par la votation de novembre: elles tiennent dans les gares avant tout des magasins d'alimentation. S'ils ne dépassent pas une « certaine surface » (qui peut dépendre du nombre de voyageurs traversant quotidiennement la gare!) ces magasins sont considérés comme étant « au service des voyageurs » et peuvent, quel que soit le résultat de la votation, ordonner sans autorisation le travail du dimanche (en vertu de l'article 26 de l'ordonnance 2 de la Loi sur le travail). Mais les deux géants vont s'engager fortement dans la campagne, car ils ont besoin d'un succès pour pouvoir intensifier leurs offensives. Martin Schläpfer, responsable des dossiers politiques chez Migros, déclare: « Un rejet de la révision ne changerait pas grand-chose pour nous, mais ce serait un énorme pas en arrière sur le chemin de la libéralisation ». (Le Temps, 1.10.04)

## Tous les magasins, tous les dimanches

Les enjeux de la votation du 27 novembre ne s'arrêtent pas aux magasins situés dans des gares. Les parlementaires fédéraux ont déjà préparé la prochaine étape. En septembre 2004, le Conseil des Etats

approuvait la motion « Etendre les possibilités de travailler le dimanche »: « Le Conseil fédéral est chargé de soumettre aux Chambres fédérales une base légale qui, dans le cadre de la législation cantonale sur l'ouverture des commerces de détail et des entreprises de prestations de services, permettra d'occuper des travailleurs le dimanche et réglera la protection des travailleurs ». En clair: permettre le travail du dimanche à tous les commerces par une nouvelle révision de la Loi sur le travail.

L'argument utilisé est simple. Il ne manquera pas d'être brandi par les tenants de la libéralisation le lendemain du 27 novembre, si la révision de la LT est acceptée: « Cette révision permet aux commerces situés dans les centres de transports de faire travailler des salarié-e-s le dimanche; cela entraîne une concurrence déloyale avec les magasins situés en dehors de ces centres; pour corriger cette injustice, il faut donc permettre à tous d'employer du personnel le dimanche. »

Les grands distributeurs avancent leurs pions pour imposer une flexibilité maximale à leurs travailleurs. Après les shops de stations d'essence, après les gares, c'est l'en-

semble des commerces qui sera visé au lendemain du 27 novembre.

## Consommateurs-travailleurs

« Le bien-être des consommateurs augmente avec la suppression des restrictions horaires et la valorisation de l'aspect récréatif des achats », nous expliquent les auteurs d'une enquête sur les horaires des magasins (Martin Baur et Walter Ott, *La vie économique*, septembre 2005). Une précédente enquête (1998) indiquait également que les jeunes de sexe masculin ainsi que les consommateurs disposant de revenus élevés et de formations supérieures utilisaient le plus les possibilités de faire leurs achats à des heures extérieures. A l'inverse, les salarié-e-s à petits revenus qui travaillent dans la vente (majoritairement des femmes) sont clairement opposés aux horaires prolongés le soir et aux ouvertures dominicales (les différentes enquêtes syndicales font état de plus de 90% de rejet, quelle que soit la région). Parce qu'elles voient bien les conséquences sur leur vie au travail et à côté du travail. C'est ce que confirme également l'enquête 2005 de Baur et



Les gares à la pointe de la « modernité »: sans horaires!

(Photo: Interfoto)

Ott: « Les personnes déjà occupées dans le commerce de détail doivent s'attendre à subir des surcroûts de charges et l'assouplissement des horaires de travail aura des effets négatifs sur leur vie privée ».

Un des enjeux de la campagne du 27 novembre sera donc de rappeler que les « consommateurs » sont dans leur grande majorité des « travailleurs ». Et que la prétendue « valorisation de l'aspect récréatif des achats » risque bien de se payer par une « dégradation des conditions de travail ». Car c'est une chose que nous avons pu apprendre ces dix dernières années: chaque pas en faveur de la « flexibilité des horaires » dans un secteur en appelle d'autres dans l'ensemble de l'économie.

## Mettre un cran d'arrêt

L'Union syndicale suisse construit une campagne contre la généralisation du travail du dimanche. Elle sort avec raison la discussion du hall de la gare. Mais elle s'arrête malheureusement à mi-chemin. Car le signal politique qui sortira des urnes le 27 novembre (avec un NON aussi bien qu'avec un OUI) ira bien au-delà du travail du dimanche.

On est en effet confronté à un processus général de flexibilisation de la Loi sur le travail, à un démantèlement programmé des dispositions protégeant le travail salarié. Le Conseil fédéral a commencé en assouplissant l'ordonnance 2 (qui est pourtant déjà hyperflexible!) l'année passée. Le seco distribue de plus en plus généreusement des « autorisations globales » permettant à certaines catégories d'entreprises de déroger à la loi. Les inspections du travail se montrent très tolérantes à l'égard des écarts constatés dans les entreprises (quand elles les voient) au nom du maintien de la compétitivité. D'autres révisions de la loi sont en cours (protection de la jeunesse) ou en préparation (travail de nuit). Il est indéniable que c'est l'ensemble de cette dynamique libérale qui gagnerait en vivacité en cas d'acceptation de la révision le 27 novembre. Les conséquences seraient rapidement très concrètes dans les entreprises, rendant encore plus difficile l'organisation d'une résistance des salarié-e-s à l'éclatement de leurs horaires de travail. C'est en montrant clairement ces enjeux que l'on réussira à mobiliser les salarié-e-s contre la révision libérale du 27 novembre. ■

## « Shopville », retour vers le futur

A l'origine de la votation du 27 novembre: l'ouverture 365 jours sur 365 des commerces de « Shopville », le centre commercial de la gare de Zurich. Shopville est une affaire qui marche. C'est le 4<sup>e</sup> plus grand centre commercial de Suisse, avec un chiffre d'affaires annuel de 334 millions de fr. en 2004, généré par 128 enseignes (de la Migros aux boutiques de luxe). La Migros y enregistre son meilleur chiffre d'affaires au mètre carré en Europe. La gare est transformée en immense supermarché. Une flexibilité maximale est imposée aux travailleurs de la vente, qui doivent se plier aux ouvertures du dimanche et du soir (21 h du lundi au samedi, 20 h le dimanche). Pour certains exploitants, ce n'est pas encore assez: « Le soir, notre chiffre d'affaires augmente toujours davantage. La tendance est aux magasins ouverts 24 heures sur 24. C'est une question de service. » déclare Marc Haldi, directeur de Dolmetsch, bou-

tique présente à Shopville. (*Bilan*, décembre 2004, p. 146). Dans toute la Suisse, les CFF ont encaissé en 2004 283,3 millions de fr. de loyer de la part des commerces installés dans les gares.

La révision de la Loi sur le travail doit permettre de rentabiliser au maximum cette poule aux œufs d'or. Mais aussi d'étendre le modèle « Shopville »: dans une société où les travailleurs sont forcés à toujours plus de mobilité et de flexibilité, les grandes surfaces se déplacent des centres-villes vers les centres de transports: aéroports, axes routiers importants (avec le développement accéléré des « shops » de stations-service), gares. Pour les grands distributeurs, les conditions d'exploitation en vigueur à « Shopville » doivent devenir le modèle à suivre pour toute la Suisse. ■

## 24 heures sur 24, 7 jours sur 7

Situé sur l'autoroute A1 à Lully près d'Estavayer-le-Lac, le shop BP « Rose de la Broye » peut faire travailler son personnel de 5 h à 1 h, dimanche compris. Le fait d'être situé sur une aire d'autoroute lui permet d'être considéré comme étant « au service des voyageurs », comme certains magasins dans les gares. Le patron a toutefois rapidement estimé que les voyageurs avaient le droit de venir s'alimenter « à toute heure du jour et de la nuit ». Il a donc décidé d'ouvrir 24 h sur 24, 7 jours sur 7 et d'imposer des horaires de travail en conséquence à ses douze salarié-e-s. Il a même reçu pour cela le « feu vert de l'Office des trans-

ports à Berne »! L'Inspection fribourgeoise du travail a mis 2 ans pour intervenir, obligeant toutefois le seco à procéder à une enquête complémentaire. Celle-ci a débouché sur une tentative incroyablement: le seco lui-même a invité le patron du shop à déposer une demande de permis de travail en continu fondé sur « les besoins particuliers des consommateurs ». L'octroi d'un tel permis de travail 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 a pu être provisoirement bloqué. Mais il faut craindre que ce genre de tentative reparte de plus belle si la révision de la Loi sur le travail était acceptée le 27 novembre. ■

# Argentine : dix ans de mouvement

Quand un mouvement social atteint dix ans d'existence, le recul est suffisant pour évaluer son impact sur la société. Dans le cas du mouvement *piquetero*<sup>1</sup> en Argentine, on peut certifier qu'il est devenu un nouveau sujet social.

RAOUL ZIBECCHI\*

«Maintenant, le climat est différent, aujourd'hui on insulte les piqueteros, mais il y a seulement deux ans on les applaudissait. Nous étions mieux préparés à la répression qu'à affronter une politique comme celle de Nestor Kirchner»<sup>2</sup>, constate Alberto Spagnolo, ancien prêtre et un des porte-parole du *Movimiento de Trabajadores Desocupados* (MTD - Mouvement des travailleurs sans emploi). Cette réflexion atteste du fait que le président Nestor Kirchner a planté un décor qui pose de nouveaux défis à un mouvement actuellement divisé. «Parmi nous, il y a eu très peu de réflexion sur la manière de faire face à la nouvelle situation. Mais les gens commencent à voir les choses différemment, sans autant d'enthousiasme. Ils nous disent maintenant que chez eux ils ont un peu plus de polenta et de riz, mais qu'en réalité rien n'a changé.»

L'opinion majoritaire est que le mouvement *piquetero* va se perpétuer, car il est l'un des plus importants sujets sociaux que la société argentine devra prendre en compte. Jusqu'à récemment, surtout dans la première année du gouvernement de Kirchner, certains analystes croyaient qu'une réduction drastique du chômage pourrait provoquer la fin du mouvement. Néanmoins, ces six dernières années, le mouvement *piquetero* a surpassé le mouvement syndical tant par le nombre de conflits auxquels il a pris part qu'en termes de capacité à articuler la protestation sociale.

## Des premiers pas au mouvement de masse

Au milieu des années 1990, quand la bulle spéculative et consumériste provoquée par les privatisations du gouvernement de Carlos Menem (président de 1989 à 1999) commença à se dégonfler et que le chômage augmentait sans cesse, jusqu'à atteindre 18,5% en juillet 1995, il existait déjà une grande quantité de groupes de base, dispersés, qui travaillaient sur les questions sociales les plus diverses. Ces groupes étaient un nouvel acteur social étranger aux partis politiques, aux syndicats, aux Eglises et à l'Etat, mais étroitement lié aux besoins quotidiens de la population dans les quartiers où ils intervenaient. Les syndicats et les partis organisaient les travailleurs «actifs» [du secteur formel], mais personne ne prenait en charge les chômeurs, en particulier les jeunes et les femmes. C'est pourquoi ils durent s'organiser de manière autonome, inventant même de nouveaux mots, comme «*auto-organisation*» ou «*auto-convoqués*», pour parler de ce qu'ils faisaient. Il s'agissait de collectifs de radios communautaires, de groupes culturels (théâtre, communication, carnaval), de soutien aux enfants, de droits de l'homme, de femmes, d'éducation populaire, de droit au logement, et bien d'autres encore.

Au sein de cette énorme variété de groupes, qui était le reflet d'un nouvel activisme de base et d'une effervescence sociale intense, quelques collectifs de chômeurs commencèrent à apparaître vers le milieu de l'année 1995. Les premières actions ne furent pas les blocages de routes mais des soupes populaires pour répondre au besoin de base: manger. Le chômage atteignait 50% dans les quartiers populaires. Les gens avaient l'impression que, tout d'un coup, on leur coupait l'accès au travail, que les usines commençaient à fermer en masse, que les hommes de 40-50 ans se retrouvaient à la rue et que leurs enfants ne pouvaient même plus accéder aux places d'apprenti avec lesquels ils avaient l'habitude de commencer leurs propres carrières professionnelles. Ce furent d'abord les soupes populaires, ensuite les manifestations, toujours par petits groupes d'habitants. Les barages arrivèrent plus tard: en 1996 en province, en 1997 à Buenos Aires.

On dit qu'une province du Sud, Neuquén, fut le berceau du mouvement. Au début des années 1990, la privatisation, par le groupe espagnol REPSOL, de l'entreprise pétrolière publique YPF (Yacimientos Petrolíferos Fiscales), l'employeur

principal de la province, servit de détonateur. C'est dès la fin de 1994 qu'eut lieu le premier barrage routier dans le village de Senillosa où sont nées des «commissions de chômeurs». En général, il s'agissait d'hommes qui ne se reconnaissaient pas comme chômeurs et qui se définissaient comme «*ex-ouvriers de...*», dans ce cas-ci, de la construction. En août 1995, le gouvernement de la province approuva la première loi qui accordait une allocation de 200 pesos mensuels (200 dollars à l'époque) pour tout chef de famille au chômage. Comme les versements n'arrivaient pas, la mairie fut occupée jusqu'à ce que les fonds soient libérés. C'est ainsi que se stabilisa la *Coordinadora de Desocupados* de Neuquén (Coordination de chômeurs), qui cherchait à augmenter le nombre de ceux qui pourraient bénéficier de la loi et à accroître le montant des allocations.

Simultanément, à Buenos Aires (dans sa grande banlieue), le mouvement faisait ses premiers pas. A Bahía Blanca, en septembre 1995, les premiers «*planes de empleo*» (plan d'emplois publics subventionnés) furent obtenus grâce à un sit-in de 800 chômeurs qui s'installèrent pendant une semaine devant la mairie. A La Matanza, tout commença au milieu de cette année, lorsque des groupes d'habitants se réunirent pour dénoncer les factures d'électricité très élevées qu'ils recevaient (l'entreprise publique avait été privatisée). Ils avaient très peur de la répression (la dictature avait fait 30'000 disparus) et éprouvaient surtout un sentiment de culpabilité parce qu'ils n'avaient pas de travail. Cela les amena à de longues et dures discussions. «*Les partis politiques de gauche nous considéraient comme le «lumpen» et ils nous disaient d'aller travailler à l'usine. Mais évidemment, les usines n'existaient déjà plus*», écrit Toty Flores du MTD de La Matanza.

**Les femmes, en tant que mères, ne renoncent pas à nourrir leurs enfants et sortent lutter dans la rue. Elles politisent leur situation, elles sont porteuses d'une interpellation radicale qui rompt la relation public-privé pour rendre la faim visible.**

C'est le 1<sup>er</sup> mai 1996 que les premières commissions de chômeurs réalisèrent une action sur la place de Mai, en réponse à la convocation des groupes de La Matanza, Solano, San Martín, Avellaneda et La Plata. Deux mille personnes y participèrent et une messe œcuménique fut célébrée. C'est de là que sont issus les premiers MTD, qui réclamaient des sacs de nourriture et des allocations. «*Le MTD apparut spontanément comme une forme de solidarité entre habitants qui partageaient un même problème*», se rappelle Toty Flores. Dans certains quartiers, comme La Matanza, ce fut l'impossibilité de payer l'électricité; dans d'autres, ce furent quelques escroqueries des entreprises privées ou quelques abus de la municipalité; dans presque tous les quartiers, la faim les poussa à mettre en place des soupes populaires auxquelles assistaient pas moins de cent habitants en moyenne. Les premières grandes actions publiques du mouvement furent les *puebladas* (soulèvements d'habitants ayant parfois un caractère semi-insurrectionnel) de 1996 et 1997. Ces deux populations avaient souffert de la privatisation de YPF qui était leur principale source de travail. En juin 1996, à Cutral Co (petite ville pétrolière de 33'000 habitants de la province de Neuquén), des milliers de chômeurs barrèrent la route pendant une semaine, repoussèrent les attaques de la gendarmerie et obligèrent le gouvernement de la province à «descendre» jusqu'aux barricades pour négocier. Les revendications principales des chômeurs furent satisfaites: le rétablissement de l'électricité et du gaz pour ceux qui en avaient été privés parce qu'ils ne pouvaient pas



Le mouvement *piquetero* est passé en quelques années des marges au centre de la scène sociale et politique.

payer, et le versement de centaines d'allocations. L'événement eut un impact national. Il représentait de fait l'irruption des chômeurs sur la scène publique, et contribua à relever l'estime de soi des millions d'Argentins sans emploi.

Comme le gouvernement ne respecta pas les accords, en mars de l'année suivante, la mobilisation fut bien plus forte. Une grève paralysa la province de Neuquén, les ponts furent occupés ainsi que l'aéroport, et les accès à YPF furent barrés. La gendarmerie mit trois jours à dégager les routes, et ce à un prix très élevé: elle affronta très violemment quelque 15'000 personnes et provoqua la mort de la chômeuse Teresa Rodríguez, qui allait bientôt devenir un symbole national. La répression ne fut pas efficace: elle provoqua la réaction massive de la population qui finit par expulser les gendarmes et se retrouva maîtresse de la ville.

Ces faits se répétèrent, à quelques détails près, à Mosconi en mai de cette année clé que fut 1997, et très peu de temps après, à Cruz del Eje (Córdoba) et à Jujuy (au nord de l'Argentine). Les grands *piquetes* commencèrent à Buenos Aires, ce qui donna au mouvement une ampleur sans précédent. Pendant une semaine, début novembre 2001, des milliers de personnes barrèrent les routes de la capitale, obtenant des milliers d'allocations, administrées cette fois par les groupes eux-mêmes et non plus par les municipalités. La vague du mouvement *piquetero* ne s'arrêta pas, elle s'étendit et grossit sans arrêt jusqu'à se convertir, les 19 et 20 décembre 2001 en une explosion nationale, chassant le président Fernando de la Rúa.

Le mouvement *piquetero* passa en quelques années des marges au centre de la scène sociale et politique. Il dépassa le mouvement syndical en devenant le mouvement argentin le plus important. Alors que les grèves (la forme principale de lutte des syndicats) déclinaient depuis 1989, les *piquetes* firent irruption en 1997 et atteignirent leur apogée en 2002. Ils atteignirent leur maximum historique avec 2336 barrages routiers, pour descendre de façon drastique pendant la première et la seconde année du gouver-

nement Kirchner. Malgré ce déclin, le blocage de routes continue à être la forme principale de protestation sociale.

## De l'éclatement à la coordination

Comme cela a été le cas dans le monde entier pour les groupes de femmes, les chômeurs durent expliquer et s'expliquer à eux-mêmes, au début, pourquoi ils s'organisaient à l'écart des autres travailleurs. Pour la culture politique hégémonique d'un pays de longue tradition syndicale comme l'Argentine, le chômage était une situation transitoire. L'idée d'un chômage structurel et permanent, qui concernait, de plus, la moitié de la population en âge de travailler, était quelque chose d'impensable dans un pays qui avait été une des nations les plus industrialisées du monde. Mais la réalité disait tout le contraire: en Amérique latine, le nombre de chômeurs et de travailleurs précaires (dans le secteur informel, à temps partiel, indépendants, etc.) est supérieur depuis déjà vingt ans à 50% de la population active, et dans plusieurs pays il atteint près de 80%. Les nouveaux chômeurs des années 1990 ont dû accepter que l'emploi stable, avec des droits sociaux garantis et un salaire négocié, était devenu une exception réservée à une minorité des travailleurs.

Comme cela arrive à tous les groupes subalternes, ils durent passer outre leur sentiment de culpabilité. Juan Carlos Alderete, de la *Corriente Clasista y Combativa* (CCC), se rappelle qu'en 1996 les chômeurs vivaient leur situation «en silence, en ayant honte de dire qu'ils étaient au chômage, en ayant honte quand on venait leur couper l'électricité parce qu'ils ne pouvaient pas payer.»

Seul le fait d'avoir ouvertement débattu sur ces sujets dans les réunions collectives, d'avoir pu mettre en commun le problème de la perte de l'estime de soi, a permis de poser les bases pour dépasser cette culpabilité. Mais cela commença bientôt à diviser les différents courants du mouvement.

L'univers *piquetero* est complexe, contradictoire, et c'est surtout un magma en reconfigura-

\* Sociologue uruguayen. Il contribue régulièrement à l'hebdomadaire de gauche d'Uruguay *La Brèche*



# ent « piquetero »

tion permanente, bien que, ces dernières années, il se soit stabilisé. Plusieurs courants ou tendances peuvent être distingués au sein du mouvement. Quand un mouvement s'installe dans une société, différentes franges apparaissent, des plus institutionnelles aux plus autonomes. Dans le cas *piquetero*, il y a un fort courant « syndical » qui considère le mouvement comme un « bras » du syndicalisme. La *Federación de Tierra y Vivienda (FTV)* est la fédération de chômeurs de la centrale syndicale *Central de los Trabajadores Argentinos (CTA)*, tandis que la *Corriente Clasista y Combativa (CCC)* - organisée également comme un syndicat - a une section de chômeurs ou de *piqueteros*. Ce sont les groupes les plus importants en nombre, qui sont structurés au niveau national et provincial, et utilisent, comme les syndicats, le terme d'« affilié ».

Vient ensuite les profils politiques. La *FTV* et *Barrios de Pie* (Quartiers debout) sont proches du gouvernement de Kirchner. Ils ont une certaine teinte péroniste. La *CCC*, de tendance maoïste, fut proche du parti au pouvoir mais elle est passée, ces dernières années, dans l'opposition. D'un autre côté, on trouve une grande quantité de groupes de taille moyenne liés à des partis de gauche, soit trotskistes (*Polo Obrero, Movimiento Socialista de los Trabajadores*), soit communistes (*Movimiento Territorial de Liberación*), ainsi que beaucoup de petits groupes, certains implantés au niveau local, opposés au gouvernement actuel. [...]

Un troisième aspect majeur qui différencie les groupes *piqueteros* est leur attitude envers les planes ou allocations. L'Etat octroie quelque deux millions d'allocations mensuelles de 150 pesos, en plus d'un soutien aux initiatives les plus diverses. Un peu plus de 10% des allocations sont gérés par des centaines de groupes de chômeurs, grâce à la pression qu'ils exercent depuis 1997 pour les soustraire à la gestion clientéliste des municipalités. Il y a des groupes qui prétendent juste utiliser les allocations pour la survie en attendant que la crise soit passée et qu'apparaissent de nouveaux emplois stables. A l'extrême opposé, les autonomes sont en train de créer, dans leurs quartiers, des formes de travail indépendantes sans pour autant renoncer aux allocations, mais tout en cherchant des alternatives de production qu'ils conçoivent eux-mêmes. [...]

## La nouvelle place des femmes

Un des aspects les plus intéressants du mouvement *piquetero* est qu'il a réussi à modifier la place sociale d'une partie considérable de ses membres. On estime qu'entre six et sept membres du mouvement sur dix sont des femmes. L'immense majorité n'a jamais eu d'expérience professionnelle, ni syndicale, ni politique. Elles ont adhéré au mouvement par besoin, poussées par la faim de leurs enfants. Il s'agit de femmes très pauvres, qui vivent à la périphérie des villes. Beaucoup savent à peine lire et écrire, sont très jeunes et ont entre quatre et sept enfants en moyenne. Jusqu'à ce qu'elles fassent partie du mouvement, elles étaient femmes au foyer, soumises à leurs maris. Les témoignages de ces femmes révèlent la difficulté du passage du statut de femmes au foyer à un nouveau statut social, celui de sujets-protagonistes de leur propre vie. En tant que femmes et en tant que mères.

Dans l'extrême pauvreté des villes latino-américaines, on enregistre une profonde déstructuration des familles, dont souffrent le plus les femmes et les enfants mais dont sont aussi victimes les hommes qui se réfugient dans l'alcool et la violence, et abandonnent leurs responsabilités familiales. Les femmes, en tant que mères, ne renoncent pas à nourrir leurs enfants et sortent lutter dans la rue. Elles politisent leur situation, elles sont porteuses d'une interpellation radicale quirompt la relation public-privé pour rendre la faim visible, comme les Mères de la place de Mai rendirent visible, il y a presque trente ans, la disparition forcée de leurs enfants par la dictature [1976-1983].

Le premier pas des femmes dans le mouvement est une extension du rôle qu'elles tiennent au sein du foyer : elles prennent soin des enfants tandis que les hommes s'occupent de la représentation publique. Ainsi, elles font à manger, elles s'occupent des enfants dans les blocages de

routes et pendant les assemblées, et eux parlent devant les médias et prennent en charge la coordination avec d'autres groupes de chômeurs.

Mais, dans tous les groupes, on assiste à des changements notables, peut-être comme conséquence de ce « politiser la vie » qui caractérise les luttes sociales argentines qui, année après année, réalisent des rencontres auxquelles participent plus de 15'000 femmes issues de divers milieux. Les changements se manifestent sous trois aspects : l'attitude envers la violence domestique, le rôle des femmes dans la représentation et celui qu'elles jouent en matière de sécurité.

Bien que la violence domestique soit très élevée, les *piqueteras* ne font jamais appel à la police. Les violences augmentent quand les femmes sortent bloquer les routes, quand elles vont à des réunions du mouvement ou simplement quand elles vont retrouver d'autres *compañeras*. Elles sentent un changement une fois qu'elles sont dans le mouvement. La plupart des femmes ne connaissent rien d'autre que les quatre murs de leur maison précaire. « Sortir est une révolution », dit Viviana, 33 ans, mère de cinq enfants et membre du MTD Aníbal Verón. Quand une femme est agressée par son compagnon, les autres réagissent.

Pour en arriver à l'action collective contre la violence domestique, elles ont dû passer des années à suivre des ateliers sur la question du genre dans les mouvements, à participer aux rencontres nationales de femmes et à faire des efforts concrets pour combattre le machisme des autres et le leur. Parce que, comme le signale une jeune du MTD Almirante Brown, « il y a aussi en nous une tendance à donner plus de valeur à la parole d'un homme qu'à nous-mêmes pour une question culturelle qui fait que, dès la naissance, la parole de l'homme est toujours prioritaire ».

En deuxième lieu, les *piqueteras* font pression depuis la base, dont elles constituent l'immense majorité, pour partager les espaces de représentation qui sont en général l'apanage des hommes. « C'est toujours eux qui racontent notre histoire », dit Carla du MTD Aníbal Verón, organisation qui a publié un livre de photos, *Tierra piquetera*, dans lequel les personnages sont les femmes du mouvement. Plusieurs mouvements ont créé des assemblées plénières et des groupes de femmes afin d'aborder des thèmes qui ne sont pas évoqués dans les assemblées, surtout ceux liés à l'avortement, qui reste un sujet délicat. Peu à peu, elles commencent à gagner de la place, surtout les plus jeunes, qui sont également les plus formées. Des dizaines de femmes porte-parole de leurs mouvements font leur apparition.

En troisième lieu, la sécurité a cessé d'être le monopole des hommes. La tâche des membres du service de sécurité, qui dans les marches et les blocages de routes portent des bâtons et sont

masqués avec des mouchoirs ou des passe-montagnes, est de surveiller qu'il n'y a pas d'infiltrés, que l'on ne consomme pas d'alcool et que l'on n'abandonne pas les colonnes. Une autre tâche, délicate, est d'éviter les provocations de la police et, parfois, de riverains furieux à cause du blocage de la rue. Anafia, du MTR (*Movimiento Teresa Rodríguez*), explique sa tâche en disant que « si l'on est en situation de répression, nous ne devons pas courir, nous devons rester pour que les *compañeras* et les *compañeros* puissent se retirer. C'est cela l'adrénaline. »

1. Le terme *piqueteros* vient de piquet, comme piquet de grève. Dès le milieu des années 1990, des groupes de travailleurs sans emploi se sont organisés, leurs actions les plus « spectaculaires » étaient d'établir des barrages sur les routes. Le mouvement prit un essor particulier après la chute du gouvernement de Fernando de la Rúa en décembre 2001 (*Argentina*).

2. Péroniste, élu président en mai 2003.

WWW.ALENCONTRE.ORG

Avec des documents sur le Venezuela, le Brésil, l'Irak,...

## Changement social : de chômeurs à travailleurs autonomes

Une des caractéristiques du mouvement *piquetero*, et qui l'apparente aux mouvements féministes et indigènes, est qu'il pratique le changement social « ici et maintenant », sans attendre qu'un jour l'Etat résolve les problèmes. Les mouvements prennent en main l'éducation et la santé, qu'ils abordent selon des critères propres, à tel point que certains groupes ne reproduisent pas les normes du système. Dans l'éducation, ils appliquent les méthodes participatives de l'éducation populaire. Dans la santé, ils cherchent à éviter la dépendance au savoir médical et aux médicaments chers, difficiles à trouver et aux résultats incertains.

Un bon exemple du travail dans la santé est le MTD de Solano, où ont été lancés des groupes de « réflexion ». Dans ces groupes, selon ce qu'affirme une participante, « on apprend à ne plus avoir peur. La peur est une maladie. »

**Dans les activités productives *piqueteras* (mais aussi dans les usines récupérées et dans les travaux des assemblées de quartier) on cherche à rendre vraie cette phrase : « entre tous, tout » qui implique de partager des savoirs, d'éviter les hiérarchies et les divisions rigides du travail.**

Le récit d'un psychologue social qui participe au mouvement et coordonna la première réunion dans un quartier très pauvre, qui fait partie du MTD de Solano, se suffit à lui-même :

« Après les présentations, nous avons commencé la réunion par une question ouverte : quelqu'un veut-il dire quelque chose ? Ce fut comme ouvrir un robinet. Presque tout de suite une femme commença, péniblement, à raconter que lorsqu'elle était enfant elle avait été victime d'abus sexuel par son père. Le récit était entrecoupé de sanglots au milieu des phrases, elle réussit à composer un tableau courant des foyers pauvres de la province, rejetés aux abords de la grande ville. Harcèlement, promiscuité, hommes et femmes dormant dans la même pièce, et les viols qui en découlaient, comme faisant partie de la vie familiale. Quand elle termine son douloureux récit, il y a un silence intense, un silence fait de quelque 70 bouches fermées, un silence de ne pas savoir quoi faire tous ensemble face à tant de douleur ancienne qui vient d'éclater maintenant, quarante ou cinquante ans plus tard, dans ce cadre, à la recherche de quelqu'un qui aurait une réponse ou un écho ou de la compréhension ou un pardon ou simplement une oreille. Le groupe, cette assemblée, se sent responsable de devoir consoler d'une manière ou d'une autre ce geste de la *compañera*, et il ne sait pas comment. Enfin, je trouve quelque chose à signaler : que la *compañera* nous fait participer à sa douleur et qu'il faut voir ce que nous pouvons faire avec ça. Seulement une petite remarque, qui permet de donner la parole à d'autres voix. Il y a des mots de consolation, de compréhension, des embrassades, des gestes de solidarité, souvent de la part de gens qui se reconnaissent dans cette douleur et dans d'autres. »

Un troisième aspect lié au changement social a trait au passage du statut de travailleurs dépendants à celui de travailleurs autonomes. Il faut dire que tous les mouvements *piqueteros* ne l'envisagent pas comme cela. Certains, comme ceux qui sont liés à des syndicats et à des partis de gauche, pensent que mettre en œuvre des initiatives

de production est une action proche de l'« assistentialisme » parce que cela ne résout pas les problèmes de fond. Néanmoins, il y a de plus en plus de groupes qui, après avoir débuté avec des cantines et des buvettes où ils distribuent les aliments donnés par l'Etat, commencent à produire non seulement des aliments, mais aussi une large gamme de produits.

Le mouvement de General Mosconi, un bourg de 15'000 habitants, qui vivait de l'entreprise pétrolière publique privatisée par Menem et qui fut l'un des berceaux du mouvement *piquetero*, est passé à une étape sans précédent : il a 31 potagers, une ferme entière, un système de recyclage de bouteilles, des pépinières, des ateliers métallurgiques et de charpenterie dans lesquels sont fabriqués des chaises et des lits, une ferme de 150 hectares, un élevage de porcs et d'autres animaux. Il a construit une cantine communautaire pour les indigènes de la zone et des salles de premiers soins.

Un progrès notable est celui effectué par le MTR : un des groupes de taille moyenne, Roberto Martino indique qu'il a en charge 117 cantines et 60 buvettes qui distribuent 73'000 kilos de céréales, de farineux que « nous arrivons à obtenir du gouvernement » et 5'000 kilos de farine que « nous obtenons de producteurs. Les aliments frais, nous les produisons dans nos propres potagers. » Le MTR, d'obédience guévariste, promeut une économie sociale solidaire et, pour cela, il a mis en marche des ateliers de coutures et de confection de chaussures, des fabriques de pain, des pharmacies, des coopératives de logement et des élevages de lapins.

Il y a deux autres aspects qui montrent la profondeur des changements en cours. Beaucoup d'anciens ouvriers affirment qu'ils ne retourneraient pas travailler à l'usine sous les ordres d'un contremaître. Les *piqueteras* sont particulièrement sûres qu'elles n'iront jamais travailler dans les centaines d'usines textiles clandestines dans lesquelles il faut travailler 13 heures debout pour des salaires très bas. « Je veux travailler, mais ici, dans le hangar (du mouvement), je travaille », dit Viviana du MTD de Lugano (banlieue de Buenos Aires).

D'autre part, la division du travail est presque inexistante. De manière naturelle, dans les activités productives *piqueteras* (mais aussi dans les usines récupérées et dans les travaux des assemblées de quartier) on cherche à rendre vraie cette phrase : « entre tous, tout » qui implique de partager des savoirs, d'éviter les hiérarchies et les divisions rigides du travail. La petite usine textile qui marche dans le MTD de La Matanza, dans laquelle travaillent les femmes du mouvement, a évolué de façon peu conventionnelle : « On a socialisé les savoirs appris et on a mis les machines de l'atelier à disposition des voisins qui voulaient s'entraîner dessus. » Les mouvements autonomes refusent particulièrement la figure du contremaître, même s'ils ont des coordinateurs par secteur de travail. Il est certain que le travail est peu productif si on le mesure à l'aune des paramètres de la productivité des entreprises. Mais il est fait dans une logique autre, qui cultive ses différences de façon implicite : ce qui compte ce n'est pas combien ils produisent, mais comment ils le produisent.

Le « comment » est une des clés du changement social que représentent les femmes, les enfants et les hommes depuis les marges des villes et de la société. Alberto Spagnolo fit la réflexion suivante sur les différents styles d'organisations, qui laissa l'auditoire pensif : « La « verticalisation » et l'institutionnalisation des mouvements sont les nouvelles formes qu'adopte la contre-insurrection. » Parce que ce sont les façons de neutraliser le potentiel de changement social qu'ils renferment.

# Mauvaise poste pour les facteurs

Après les buralistes, les facteurs. On les voit tous les jours faire leur tournée. On n'imagine guère combien leur travail a changé et s'est précarisé. **La brèche** poursuit (cf. N° 16) son reportage sur la transformation des professions et la régression des conditions de travail à La Poste.

JEAN-FRANÇOIS MARQUIS

«A++, A+, A, B, C»: la gamme d'une grande agence de notation pour apprécier la qualité des débiteurs de la planète? Non: la liste des notes de La Poste pour évaluer ses «collaborateurs». Le personnel coté comme des papiers-valeurs: la formule banalisée de «ressources humaines» prend tout son sens.

Qu'il ne s'agit justement pas seulement d'une formule, mais d'un programme mis quotidiennement en pratique, c'est ce que confirme l'évolution du travail des facteurs, après celui des buralistes (cf. **La brèche** N° 16). «Avant, les gens parlaient beaucoup moins de leurs soucis de travail. Maintenant, ils ne parlent que de ça. Ils ont peur de perdre leur boulot, ou de perdre leur place de titulaire d'une tournée. En même temps, la charge de travail augmente. Les gens ont tellement peur pour leur emploi que cette augmentation les rassure presque.» En quelques années, l'ambiance s'est radicalement détériorée parmi les facteurs de La Poste. **La brèche** s'est entretenue avec plusieurs d'entre eux.

## Il était une fois...

Le facteur est, avec le personnel de guichet, l'incarnation quotidienne de La Poste. On le rencontre alors qu'il distribue le courrier. Ce n'est pourtant que la partie visible de son travail.

Prenons le facteur d'une grande ville. Sa journée de travail commence vers 5h30. Elle débute par le tri du courrier A de la tournée, pour le classer dans l'ordre de sa distribution. C'est une étape décisive pour que la distribution puisse ensuite se faire correctement. C'est aussi souvent un marathon. Un facteur ne peut pas emmener seul l'ensemble du courrier qu'il aura à distribuer. Il prépare donc des sacs, de 25 kilos maximums chacun, qui sont ensuite transportés par camion et «prépositionnés» dans un certain nombre d'immeubles. Il en découle une première contrainte: à 7h30, les sacs doivent être prêts pour être chargés dans les camions. En fonction du volume de courrier du jour, c'est une vraie course. Puis, après avoir préparé les recommandés et l'argent des mandats, le facteur part en tournée, vers 7h45. La longueur de celle-ci est établie sur la base d'un chronométrage strict – 1,6 seconde par lettre – du temps nécessaire, évalué sur la base du volume moyen de courrier et de la distance à parcourir. Après la pause de midi, de 13h30 à 14h45, se déroule la troisième et dernière partie de sa journée de travail: tri du courrier B, changements d'adresse, etc. Un samedi sur deux, le facteur est aussi de service: il assure à cette occasion deux tournées, durant lesquelles il ne distribue que les journaux et le courrier A.

Les jeunes facteurs, à la fin de leur formation, commencent comme remplaçants. Après quelques années, leur perspective était, jusqu'il y a peu, de devenir titulaire d'une tournée. Il y avait pour cela un système de postulation interne. C'était le gage d'une certaine sécurité et stabilité, tout en rendant le travail moins pénible: l'habitude permet de faire plus facilement son travail. Il existait par ailleurs une grille salariale garantissant une certaine évolution, même modeste: un salaire de facteur, qui démarre vers Fr. 3 500.–, ne franchit guère la barre des Fr. 4 500.– par mois.

## Horizon bouché

C'est ce cadre que la direction de La Poste s'applique à dynamiser depuis quelques années. Elle veut simultanément intensifier le travail des facteurs et le dévaloriser.

«Quand j'ai commencé comme remplaçant, nous étions deux ou trois par groupe [les facteurs sont organisés par groupes, couvrant certains secteurs de la ville, dirigés par un «teamleader» – chef ne ferait pas assez moderne]. S'il n'y avait pas de remplacement, nous faisons du service de réserve (travail de tri, etc.) au centre postal. Cela représentait une partie importante de notre temps de travail. Maintenant c'est fini. Il y a un seul remplaçant par groupe de huit facteurs.»

**«Avant, les gens parlaient beaucoup moins de leurs soucis de travail. Maintenant, ils ne parlent que de ça. En même temps, la charge de travail augmente. Les gens ont tellement peur pour leur emploi que cela les rassure presque.»**  
**Un facteur**

Ce changement organisationnel bouleverse les conditions de travail. Il est en principe interdit que deux facteurs soient en vacances simultanément. C'est une première source de tensions au sein du groupe. S'il y a deux absences (vacances + maladie), entrent en vigueur les «plans catastrophes» – c'est leur nom officiel. Les tournées sont réparties entre les présents. Des «plans catastrophes» sont prêts pour parer jusqu'à quatre absences. Cela signifie un accroissement immédiat de la charge de travail. C'est une seconde source de tensions: être malade est très mal vu par ses collègues. «Si un facteur est absent et qu'un autre tombe malade, il faut partager la tournée entre collègues. Alors

il y a la haine. On se surveille réciproquement.» Cela converge avec les campagnes systématiques de la direction sur le thème de l'absentéisme «excessif». Des facteurs plus âgés refusent d'entrer dans la logique de ces «plans catastrophes». Cela renforce les tensions et les rancœurs entre collègues. Dans la même logique, les heures supplémentaires seront «collectivisées» au sein du groupe, dès 2007. Les facteurs contraints à faire des heures supplémentaires n'en profiteront donc plus que partiellement. On peut imaginer la pression qu'ils exerceront sur ceux qui ont des horaires moins chargés. Et l'ambiance de travail.

Cette réorganisation des collectifs de travail se combine avec un bouleversement de l'horizon professionnel des postiers. L'objectif du jeune postier était, après quelques années, de devenir titulaire d'une tournée. Depuis mai 2005, il n'y a plus de titularisation. Les remplaçants le resteront. Cela demande une grande polyvalence – il faut connaître de nombreuses tournées, c'est donc plus exigeant – tout en n'offrant pas la sécurité de la titularisation. Quant aux facteurs «en place», qui sont encore la grande majorité, ils sont progressivement «détitulés»: ils doivent apprendre quatre autres tournées de leur groupe. C'est une des conditions permettant la mise en place des «plans catastrophes». A l'autre bout, l'horizon des jeunes se bouche aussi, en quelque sorte. La Poste a commencé à engager des «EF2»<sup>1</sup>, pour des expériences pilote. «Les EF2, ce sont des porteurs. Ils ne préparent pas la tournée. Ils ne font que de la distribuer. L'idée est d'engager ces personnes à 50%, de 8h à 12h. Pour un salaire de Fr. 1 750.– par mois. Le profil des personnes visées: des femmes au foyer, des faux indépendants, des étudiants en été.»

Cette transformation du profil du métier de facteur s'ar-



C'était il n'y a pas si longtemps... mais dans un autre monde.

(Photo: Interfoto)

ticuler au grand chantier de Rema. Rema regroupera le tri du courrier dans un petit nombre de centres hyperautomatisés. Le but est d'obtenir un tri du courrier dans l'ordre de la tournée. Cela se substituerait à une partie essentielle du travail de préparation fait chaque matin et chaque après-midi par le facteur. Aujourd'hui déjà, certaines machines de tri corrigent automatiquement les adresses. La voie serait alors ouverte à une généralisation de la distribution du courrier par des porteurs, les fameux EF2, payés au tarif plancher.

En une dizaine d'années, c'est tout le profil de la profession qui sera ainsi modifié, dans le sens d'une dévalorisation. Qui peut croire que cela sera sans effet sur le niveau des salaires?

## «Ça bouge»... vers le bas

La nouvelle gestion du temps de travail s'inscrit dans la même stratégie. Actuellement, les postiers doivent souvent faire un grand nombre d'heures supplémentaires, qui constituent un coût pour La Poste. La direction prépare une double réponse. D'une part, Rema doit permettre de mieux planifier le volume de courrier à distribuer, donc de réduire les pics et les creux. D'autre part, sera introduite une nouvelle conception de la gestion du temps de travail, le projet «move it!» (La Poste, comme toute entreprise qui se «réforme», ne cesse d'inventer de nouveaux concepts, en anglais de préférence, pour emballer ses contre-réformes).

«Move it!» est vendu aux facteurs comme la possibilité de gérer individuellement son travail, donc comme un gain de liberté. C'est en réalité un instrument de contrôle accru du temps de travail. Chaque postier travaillera avec un scanner enregistrant toutes les étapes dans sa journée de travail, comme le font déjà les facteurs colis. Simultanément, la prétendue «individualisation du temps de travail» aidera à dif-

fuser une flexibilité soumise aux exigences de La Poste. Par exemple, les facteurs seront invités à réduire leur temps de travail en été – comme les buralistes! – et à continuer de faire des horaires à rallonge avant Noël. Ceux-ci ne seront cependant plus comptés comme heures supplémentaires, puisqu'ils seront «compensés» par les horaires estivaux «allégés». L'annualisation du temps de travail, au cœur de «move it!», sera tout bénéfique pour les profits de La Poste.

Tous ces changements ont un double objectif, qui peut être simplement résumé: augmenter autant que possible l'intensité du travail des facteurs, réduire au strict minimum la part de travail qui leur est payée à titre de travail qualifié et, ainsi, baisser le niveau général des salaires. Ils sont accompagnés d'un glissement dans le recrutement des futurs facteurs. Il y a longtemps eu une tradition de facteurs de pères en fils. Ce n'est plus le cas. Une part importante des jeunes qui s'engagent à La Poste ont une vision du monde du travail marquée par la précarité: difficulté éprouvée à trouver «sa voie» à la fin de la scolarité obligatoire, premières expériences dans des secteurs très précarisés comme la vente, etc. C'est à cette aune – et moins à celle de l'ancien statut du fonctionnaire postal – qu'ils mesurent leur travail de facteur. Qui peut dès lors leur apparaître comme pas si mauvais que cela. Horizon d'attente et réalité convergent... vers plus de précarité.

## Syndicat inexistant

Les facteurs qui ont vécu l'ensemble des bouleversements de la dernière décennie ont, eux, d'autres repères. Divers dispositifs ont été mis en place par la direction de La Poste pour les faire entrer – de gré ou de force – dans ce nouveau moule. Les «cours» où ils sont invités à «savoir accueillir le changement» ne se comptent plus. Des spécialistes dans la «gestion du personnel» – encore un

terme à propos – les invitent à exprimer leurs frustrations, pour mieux les désamorcer, en orientant la recherche de «solutions» du côté individuel, hors de toute conflictualité sociale.

Le système «Focus» de notation du personnel agit également dans ce sens. Chaque employé-e de La Poste se retrouve pris chaque année dans un face-à-face individuel avec ses supérieurs hiérarchiques. L'évaluation combine identification à l'entreprise – se «fixer des objectifs» – et sanctions. Les notations (A++, A, B,...) auront bientôt une conséquence sonnante et trébuchante: le salaire pourra être augmenté, ou diminué, jusqu'à 10% en fonction de la note obtenue. Bon nombre de salarié-e-s ne se font pas d'illusion sur les mécanismes sous-jacents: «On reproché à notre chef de mettre trop de A. Qu'est-ce que cela veut dire? On sait bien, en fait, qu'ils ont des enveloppes budgétaires à répartir.» Mais, une fois en place, ce dispositif accroît inévitablement, quoi qu'on en pense, la pression sur chacun et renforce les dynamiques individualistes.

Ces effets sont d'autant plus importants que ce qui devrait faire contrepoids, le syndicat, est largement absent. «Les gens ne parlent quasiment jamais du syndicat. Quand ils le font, c'est sous forme de blagues sur les anciens syndicalistes devenus chefs.» La grogne, omniprésente, ne trouve donc pas de débouché de ce côté-là. «Il y a une grande résignation. Dominent les solutions individuelles. Mais le mécontentement peut aussi se retourner contre les collègues. Les brîngues, les jalouses n'ont jamais été aussi fréquentes. On est de plus en plus tendus et nerveux.» Ce qui n'empêche pas la direction du Syndicat de la communication de multiplier les communiqués, aussi triomphalistes qu'irréalistes, sur les «succès» de ses interventions. ■

1. EF2: échelle (salariale) de fonction 2, la plus basse possible pour un facteur.



# Voix d'Amérique... contre la guerre

Le 24 septembre a marqué la plus importante mobilisation aux Etats-Unis contre la guerre en Irak depuis mars 2003. Eclairages.

**CÉCILE PASCHE, PAOLO GILARDI**  
Entre 250'000 et 300'000 manifestant-e-s à Washington du 24 au 26 septembre, plus de 50'000 à San Francisco, entre 5000 et 10'000 dans des villes de moindre importance: aux Etats-Unis, le mouvement contre la guerre et l'occupation de l'Irak reprend des forces. Des dizaines de milliers de personnes ont aussi défilé à Londres contre la guerre et l'occupation de l'Irak, le 24 septembre.

2004 avait été marquée par un double recul de ce mouvement. La démolition consécutive au fait de ne pas avoir pu empêcher la guerre avait été grande pour des couches larges qui, pour la première fois, s'étaient mises en mouvement en 2003. La subordination voulue par une partie de la direction du mouvement anti-guerre à l'agenda du candidat anti-Bush – le Démocrate John Kerry, dont les options irakiennes n'étaient pas différentes de celles du président – avait profondément troublé et affaibli la mobilisation contre la guerre.

## Mais en 2005...

En 2005, beaucoup de choses ont changé. Sur le front politique et militaire, la résistance acharnée de la population irakienne donne la mesure de l'impasse dans laquelle se trouve Washington. Cela se combine avec les décès quotidiens de jeunes soldats étatsuniens en Irak. Durant l'été, le médiatique siège du ranch de Bush au Texas par Cindy Sheehan – la mère d'un soldat tué en Irak – a attiré l'attention sur cette réalité ainsi que sur le mouvement d'opposition croissant à la guerre parmi les familles de soldats, ainsi que parmi certains militaires eux-mêmes. S'ajoutent un nombre de plus en plus élevé de blessés de guerre, dont le Pentagone essaie de minimiser les chiffres, et le « blues » de milliers de vétérans d'Irak, peu enthousiastes à endosser les oripeaux des héros.

Sur le front interne, la « guerre aux pauvres », selon les termes même du Wall Street Journal, suscite un mécontentement grandissant. La catastrophe (si peu) naturelle de la Nouvelle-Orléans – avec les révélations au sujet de l'amputation des moyens de l'agence nationale de lutte contre les catastrophes suite à son intégration à la sécurité nationale, comme du fait que tous les moyens amphibies de la Louisiane se trouvent dans... les sables d'Irak – a fait office de révélateur. Bush chute dans les sondages; le mouvement anti-guerre reprend de l'am-

pleur. Nous reviendrons ultérieurement sur les débats qui le traversent.

## Des voix contre l'occupation

Nous publions ci-dessous des extraits d'un reportage parmi les manifestant-e-s de Washington – parmi lesquels on reconnaissait, mesure de l'ampleur de la mobilisation, le révérend Jesse Jackson, l'ancien ministre de la justice Ramsey Clark ou encore l'actrice Jessica Lange – publié dans *Socialist Worker* (30 septembre 2005), l'hebdomadaire de la principale organisation socialiste révolutionnaire des Etats-Unis, l'International Socialist Organisation. Ces témoignages donnent la mesure de l'opposition croissante à la guerre parmi l'opinion publique. Militants de la première heure, vétérans du Vietnam, syndicalistes mais aussi des milliers d'étudiants étaient dans la rue pour dénoncer l'occupation de l'Irak. Avec tous, en tête ou dans leurs slogans et pancartes, le scandale de la catastrophe qui a suivi l'ouragan Katrina dans la région de la Nouvelle-Orléans.

Suheir Hammad est une militante et poète d'origine palestinienne: « *Les ressources qui sont utilisées pour financer les guerres impériales illégales sont prélevées sur celles qui seraient nécessaires à notre véritable sécurité nationale. Une sécurité qui inclut la formation, la santé mais aussi les digues, les plans d'évacuation en cas de catastrophe et les autres moyens nécessaires pour prendre soin de la population. Notre première revendication est que les soldats reviennent à la maison, parce que c'est ce qui est le plus proche du cœur. Mais nous devons faire le lien entre ce qui se passe en Irak et la présence américaine en Afghanistan, à travers toute l'Amérique du Sud et avec le soutien de l'administration Bush à Israël. Tout cela est lié à la question de l'utilisation de nos ressources, à ce qu'elles financent ou ne financent pas.* »

Le révérend Graylan Hagler (président du ministère pour la justice raciale, sociale et économique) souligne la dimension raciste commune à l'occupation de l'Irak et à la catastrophe de la Nouvelle-Orléans: « *Notre politique intérieure et notre politique extérieure sont les données d'une équation raciste: notre armée se bat contre des gens qui ne sont pas blancs en Irak et*

*abandonne des gens qui ne sont pas blancs dans les Etats du Sud.* »

La marée de pancartes faisait entendre la colère que beaucoup attendaient de pouvoir enfin exprimer lors d'une manifestation nationale, deux ans et demi après l'invasion de l'Irak. Un des slogans les plus répandus était « *Faites des digues, pas la guerre* », soulignant les priorités perverses de l'administration Bush, si prompt à faire la guerre en Irak mais si lente à répondre à la catastrophe de la Nouvelle-Orléans, dont les principales victimes étaient pauvres et noires.

**« Devinez qui a eu le premier contrat pour aider à la reconstruction de la Nouvelle-Orléans? Halliburton! Et devinez qui pille l'Irak et ses ressources? Halliburton! »**

C'est aussi le message de Lester Perryman, étudiant à l'Université de la Nouvelle-Orléans, qui portait la banderole d'une organisation d'étudiants contre la guerre « *College not combat* ». « *L'ouragan a provoqué un véritable désastre. C'est vraiment triste que notre gouvernement parvienne à envoyer des troupes en Irak en 24 heures alors que nous avons dû attendre 3 jours après l'oura-*

*gan pour recevoir une aide adéquate.* » Lester, qui a été transféré à l'Université de New York, ajoute: « *Le président déclare qu'il veut accroître la sécurité intérieure et nous protéger. De l'argent avait été mis de côté pour réparer des digues endommagées. Au lieu de cela, l'argent a été détourné pour la guerre en Irak.* »

Plus de 1000 étudiants, venant de douzaines de campus, se sont rejoints pour manifester sous la bannière de « *College not Combat* ». Leur slogan était « *de l'aide sociale, pas la guerre* ». Parmi eux, Leela Yellesetty de l'Université publique de New Haven (Sud Connecticut): « *Nous sommes là pour reconstruire le mouvement des étudiants contre la guerre. Nous nous sommes organisés contre le recrutement de l'armée sur notre campus à New Haven et nous avons chassé les recruteurs à chaque occasion. C'est un véritable enjeu puisque l'armée a beaucoup de peine à recruter. Ils essaient de dire aux jeunes que s'ils ne peuvent pas se payer l'Université ils devraient rejoindre l'armée. Mais cet argument ne prend pas.* »

Certains étudiants sont arrivés à Washington directement depuis le Sud, où ils s'étaient rendus pour participer aux opérations d'aide et d'assistance auto-organisées. Ainsi, Adam Porto, étudiant de première année à l'Université de Wisconsin-Madison: « *Au début nous voulions nous rendre à la Nouvelle-Orléans après le passage de Katrina, mais nous avons été stoppés par l'arrivée*

*de Rita, le deuxième ouragan. Nous nous sommes donc rendus à Jackson (Mississippi) pour acheminer des provisions au quartier général de la « National Association for the Advancement of Colored People » [une des plus anciennes associations luttant pour les droits civiques des Noirs aux Etats-Unis] et les aider à organiser la distribution de provisions.* »

Elizabeth Wrigley-Field, membre de « *College not Combat* » de New York, souligne l'importance du renouveau de la participation des étudiants au mouvement anti-guerre: « *Je pense que les étudiants qui sont venus aujourd'hui l'ont fait d'une manière sincère et dans une mesure jamais atteinte avant. De voir autant d'étudiants d'écoles différentes manifester ensemble nous a donné l'impression d'un véritable mouvement national des étudiants contre la guerre. Cela doit s'approfondir. Notre génération est au cœur des préoccupations de l'armée et de ses recruteurs. Nous devons y répondre en étant à la tête du mouvement anti-guerre.* »

Alors qu'elle demandait de l'aide pour porter les photos des plus de 1900 militaires morts en Irak, Maureen Green explique qu'« *ayant perdu un membre de ma famille le 11 septembre, je suis choquée que Bush ait utilisé le sursaut de patriotisme, nous ait manipulés et trompés pour partir en guerre contre l'Irak.* »

De nombreux vétérans du Vietnam sont présents dans

chacune des manifestations anti-guerre, comme Gene Tebo venu de Detroit. « *J'ai été un soldat appelé à servir au Vietnam en 1966. Je viens de me rendre au mémorial de la guerre du Vietnam [à proximité du lieu des manifestations anti-guerre à Washington]. Dix personnes que je connaissais personnellement ont été tuées au Vietnam. Ce genre de manifestation montre que le roi est véritablement nu. Je ressens cela comme un véritable honneur de prendre part à un mouvement qui, en fin de compte, fera peut-être une petite différence pour quelqu'un d'autre.* »

Certaines organisations syndicales étaient également présentes à Washington, notamment celles représentées par la coalition « *US Labor Against War* ». Nancy Wohlforth, membre de la direction de l'AFL-CIO [organisation faîtière des syndicats américains, qui vient de subir une importante scission] a déclaré lors de son discours: « *C'est une occasion historique pour le mouvement ouvrier de faire front commun contre la guerre et les mensonges de l'administration Bush. Cette administration se fout de ce qui arrive à la population de la Nouvelle-Orléans, mais nous, le mouvement ouvrier, nous faisons l'impossible pour que l'argent, la formation, la reconstruction aillent à la population de la Nouvelle-Orléans et non à Halliburton. Devinez qui a eu le premier contrat pour aider à la reconstruction de la Nouvelle-Orléans? Halliburton! Et devinez qui pille l'Irak et ses ressources? Halliburton! »*



Washington, 24 septembre 2005. Les parents de soldats contre la guerre, de même que les militaires refusant de servir, sont une dimension de plus en plus importante de la mobilisation contre la politique de Bush en Irak.

# Grève de la faim à Guantanamo

Niée d'abord, minimisée par la suite, la grève de la faim des détenus de Guantanamo prend de l'ampleur. Tout en gavant de force les détenus, les autorités militaires US continuent à relativiser.

PAOLO GILARDI

Ce n'est pas la première fois que les détenus de Guantanamo (cf. *La brèche* N°16) ont recours à la grève de la faim. En 2002 déjà, une cinquantaine d'entre eux avaient refusé de s'alimenter pendant plusieurs jours. En août 2003, c'est à une forme extrême de protestation qu'eurent recours 23 autres détenus en se suicidant collectivement par pendaison à l'aide de draps et vêtements découpés en lanières.

## En juin et juillet déjà

Plus récemment, une grève de la faim, suivie d'après le CICR par presque deux cents détenus, s'est arrêtée le 28 juillet suite à la promesse du commandement militaire du camp de reconnaître l'existence d'un « conseil représentatif des détenus ». Promesse vaine puisque le conseil n'a jamais pu se constituer. Et une sévère répression s'est abattue sur les prisonniers par le biais de la sûreté du camp, l'Extreme Reaction Force.

D'après les témoignages des avocats recueillis par le centre des droits constitutionnels de New York, les passages à tabac se seraient multipliés après la fin de la grève de la faim de juin-juillet. De plus, trois détenus auraient été violés par des membres de l'Extreme Reaction Force, ainsi qu'en font état aussi bien le Centre des

droits constitutionnels que la BBC (BBC News, 14.9.2005) et la chaîne CBS (13.9.2005).

## La grève de la faim se poursuit aujourd'hui avec 210 participants. C'est presque la moitié des détenus de Guantanamo qui refusent de s'alimenter.

L'acharnement de l'Extreme Reaction Force tient au fait que la grève est intervenue au moment de la visite du goulag de Guantanamo par une commission parlementaire bipartite du Congrès américain. Elle avait été qualifiée « d'abus visant à impressionner les sénateurs » (Al Jazeera, net, 31.8.2005) par le porte-parole militaire du camp. Cela n'a pas pour autant empêché le sénateur démocrate Edward Kennedy de louer, une fois de retour à Washington, « la courtoisie et le professionnalisme » des militaires (MSNBC, 3.8.2005).

## A jeun depuis le 8 août

C'est contre ce non-respect des accords qu'une nouvelle grève

de la faim a été entamée le 8 août par 76 prisonniers. Cette grève se poursuit aujourd'hui avec, d'après le Centre des droits constitutionnels de New York, 210 participants. C'est donc presque la moitié des détenus qui refusent de s'alimenter, ce que le commandement du camp cherche à relativiser.

Malgré les tentatives des autorités de jongler avec les chiffres et les définitions – ainsi, n'est considéré gréviste de la faim qu'une « personne qui a refusé au minimum... neuf repas » (Al Jazeera, net, 15.09.2005) – l'adhésion d'un grand nombre de détenus de Guantanamo au mouvement de grève a franchi les barrières de la censure militaire: CBS parle « d'escalade de la grève de la faim à Guantanamo »!

La fonction de la censure exercée par les autorités militaires est double. D'une part, elle tente de minimiser vis-à-vis de l'opinion publique l'ampleur de la protestation des prisonniers de Guantanamo contre leurs conditions de détention. D'autre part, elle vise, par l'isolement et le silence international, à démoraliser des détenus déjà affaiblis. Un détenu britannique cité par la BBC (29.09.2005), Sh. Aamer, aurait ainsi essuyé cette remarque de la part d'un officier « Crois-tu que le



Donald Rumsfeld, le 14 juin 2005, prenant la défense de Guantanamo, le «goulag de notre temps» (Amnesty International).

monde sait que vous êtes en grève de la faim? On fait tout pour l'empêcher. On ne vous laissera pas vous suicider».

## Privés du droit de mourir

La mort suite à cette grève de la faim d'un ou plusieurs détenus pourrait en effet focaliser encore plus, aussi bien aux USA que de par le monde, l'attention sur le scandale que constitue la détention à Guantanamo de plus de 500 êtres humains que la doctrine de l'ex-ministre de la justice américain Ashcroft qualifie de *combattants illégaux*, donc non protégés par les Conventions de Genève.

C'est justement l'application de ces Conventions que les grévistes de la faim veulent

obtenir, à savoir le droit d'être traités humainement, le droit à une alimentation saine, à des conditions de détention non dégradantes, au respect de leur identité religieuse systématiquement offensée et souillée. Détenus depuis plus de trois ans, c'est aussi le droit « d'être jugé ou mis en liberté » (BBC, 15.09.2005) qu'ils exigent.

Pour empêcher que des décès n'interviennent, le commandement militaire a adopté une devise fort simple: privons-les du droit de mourir. Les grévistes de la faim sont dès lors hospitalisés: l'hôpital du camp est complet et on a dû avoir recours à l'hôpital réservé aux militaires. Ils sont nourris par voie intraveineuse. Le major Jeffrey Weir, porte-parole du commandement

militaire, se défend dans le *New York Times* (22.09.2005) de l'accusation d'« alimentation forcée » grâce à une piroquette sémantique: il préfère, dit-il, parler d'« alimentation assistée ».

L'arrogance et le cynisme du propos rejoignent ici les hauteurs de la *novlangue* orwellienne. Ils sont à la mesure de l'ampleur de la remise en cause du droit. A ce titre, chapeau aux organisations étasuniennes de défense des droits humains, sans lesquelles ces faits resteraient largement inconnus. Contrairement à d'autres, qui ont le droit humanitaire au coin de la bouche à chaque interview, elles, elles agissent!

# Enlevé à Milan, torturé au Caire

Alors que des fonctionnaires des douanes étasuniennes vérifient à Cointrin les passeports des voyageurs à destination des USA, des agents de la CIA enlèvent et déportent les... « combattants illégaux ».

PAOLO GILARDI

Abou Omar est citoyen égyptien. En mars 2003, le 17, il a été enlevé via Guernon, une rue relativement centrale de Milan, par un commando à l'époque non identifié. Transféré d'abord à la base militaire de l'OTAN d'Aviano, il a fait un bref passage à Ramstein, autre base de l'OTAN en Allemagne, avant de rejoindre le Caire à bord d'un avion spécial, propriété de l'équipe de base-ball des Red Sox et loué par la CIA. Depuis, après avoir été torturé durant des mois – selon le *Corriere della sera* (30.09.2005), il serait paralysé – il est toujours détenu dans la prison-camp de concentration de Torah.

## Diplomates bien peu diplomates

Même le meilleur service de renseignements du monde a ses défauts. C'est ainsi que, suite aux enquêtes menées par le parquet de Milan, plusieurs éléments intéressants apparaissent. Tout d'abord, est révélé au grand jour le fait que le gouvernement des Etats-Unis pratique sans s'en cacher la

« extraordinary rendition », à savoir l'enlèvement et la déportation vers des pays « amis » et pas trop regardants de personnes soupçonnées de terrorisme (cf. *La brèche*, N°16), bien que les autorités américaines nient que cela soit le cas cette fois-ci.

## La torture étant officiellement bannie aux USA, c'est par procuration, c'est-à-dire avec l'aide de « gouvernements amis », que les « aveux » sont extorqués.

L'enquête italienne met aussi en évidence – probablement pour disculper le gouvernement italien, officiellement « pas informé des opérations » – l'implication directe de l'appareil diplomatique dans l'enlèvement de Abou Omar, le rôle

joué par les bases de l'OTAN dans cette politique d'enlèvement, ainsi que le rôle que la CIA fait jouer aux « régimes valets » des Etats-Unis. Le parquet de Milan est formel: cet enlèvement d'Abou Omar a été organisé et dirigé par Betnie Medero, 38 ans, citoyenne étasunienne arrivée à Rome en 2001 avec une couverture, celle de « deuxième secrétaire d'ambassade ». Le 29 septembre dernier, la police a trouvé déserte sa maison de Rome. Officiellement, elle aurait été mutée à Mexico pour des « opérations analogues ».

Un rôle tout aussi important aurait été joué par Bob Lady, le consul des Etats-Unis à Milan. Porté disparu depuis le 24 juin, c'est-à-dire depuis que les mailles de la justice se resserrent, Lady aurait essayé, en vain, d'effacer le disque dur de son ordinateur. Le parquet y aurait trouvé notamment une photo de Abou Omar à l'endroit exact de son kidnapping, prise... 33 jours avant l'enlèvement et, surtout, le relevé d'une interrogation en ligne datée du 24 janvier 2003 et visant à connaître le chemin le plus

court entre la rue de l'enlèvement et la base d'Aviano! Il aurait aussi, depuis son ordinateur, et au mépris des règles du parfait 007, géré les réservations des chambres d'hôtel des autres membres du commando ayant pris part au kidnapping.

Ce sont des faits qui donnent la mesure de l'interprétation faite par le gouvernement des Etats-Unis de la notion de sécurité nationale: au même titre que ce sont des douaniers étasuniens qui contrôlent les passeports à Cointrin, ce sont des agents de la sécurité nationale, la CIA en l'occurrence, qui occupent les postes diplomatiques afin de pouvoir organiser les opérations qui s'avèrent nécessaires.

## Le rôle des bases US

Il en va de même pour les bases militaires étasuniennes en Europe. Elles permettent de contourner la souveraineté territoriale et d'assurer la réalisation d'opérations secrètes. C'est le cas d'Aviano en Italie, la base d'où décollaient les B52 chargés de bombes à lâcher sur les hôpitaux de Belgrade. C'est le cas de

Ramstein en Allemagne.

A propos de cette dernière, le grand journal de la bourgeoisie italienne, le *Corriere della Sera*, n'hésite pas à écrire que « l'enquête italienne fait penser que Ramstein est le commandement central de cette opération et peut-être de beaucoup d'autres actions illégales de la CIA en Europe ».

Ce sont évidemment des faits qui remettent à l'ordre du jour la nécessité d'une campagne européenne pour le démantèlement de l'OTAN et des bases américaines.

## Torture par procuration

Le parquet de Milan met enfin en évidence la probable participation directe de Bob Lady, l'agent-consul, aux interrogatoires sous torture d'Abou Omar.

En effet, 2 billets d'avion prouvent que Bob Lady, le « chef d'agence de la CIA à Milan » (*Corriere della Sera*, 30.09.2005), était en Egypte immédiatement après qu'Abou Omar y ait été transféré. Arrivé au Caire depuis Zurich – tiens,

tiens... – le 24 février 2003, Lady y a séjourné jusqu'au 7 mars, date de son retour en Italie. Ce qui tendrait à prouver que, contrairement aux allégations du Département d'Etat, les agents du gouvernement des Etats-Unis participent bel et bien aux interrogatoires musclés des suspects.

Sauf que, la torture étant officiellement bannie aux USA, c'est par procuration, c'est-à-dire avec l'aide de « gouvernements amis », celui de Mubarak en l'occurrence, que les « aveux » sont extorqués.

## ABONNEZ-VOUS!

Les lectrices et lecteurs de *La brèche* dont l'abonnement est arrivé à échéance (le chiffre après le nom de l'adresse est celui du numéro d'échéance) ont reçu un courrier les invitant à le renouveler. Et merci aux personnes qui reçoivent un envoi promotionnel de conclure un abonnement. *La brèche* en a besoin.

# Les Vivants et les Morts

De Gérard Mordillat, Calmann-Lévy, 2005



DAVID GYGAX

Rudi et Dallas, jeune couple d'ouvriers, travaillent tous deux à la Kos, une usine de fabrication de composants en plastique qui fait vivre toute une petite région française. Rudi est membre de l'équipe

de maintenance. Il a contribué, avec ses collègues, à sauver l'essentiel des machines lors d'une grande inondation qui aurait probablement, sans leur intervention, signifié la fermeture définitive du site.

Peu après le redémarrage de l'usine, une restructuration accompagnée d'un plan social est engagée par la holding propriétaire de la Kos. Les syndicalistes de l'usine organisent une grève – limitée et convenue – qui ne permet pas de faire reculer la direction ni les propriétaires de l'entreprise, mais qui met en lumière le gouffre qui sépare les aspirations et les méthodes de lutte des jeunes ouvriers de celles des syndicats « traditionnels » représentés dans ce récit par la CGT, FO et la CFDT. L'histoire ne s'arrête (et de

loin) pas là. Mais cette première lutte met en perspective les camps qui s'affrontent (et qui continueront de s'affronter), et dessine aussi les divisions, les rancœurs et les ruptures – personnelles et affectives comme sociales et politiques – qui se trament dans chacun de ces camps. L'originalité de la narration tient essentiellement au fait que l'ensemble du roman est constitué de tableaux courts – quelques lignes ou quelques pages – qui mettent en place le dispositif d'une lutte sociale de grande ampleur et qui décrivent les personnages et leur vie quotidienne, à l'usine ou ailleurs. La grande lutte qui se prépare va amener tous les masques du « partenariat social » et des négociations convenues à tomber les uns après les autres pour laisser, face-à-face, deux camps

irréductiblement opposés. Rudi n'est pas pour rien dans les choix et stratégies des ouvriers, suivant tout au long du conflit sa devise : « Sois le plus rouge possible, ça finit toujours par rosir ! ». Les choix opérés par Rudi les éloignent toujours plus des syndicalistes de l'usine et des moyens traditionnels de lutte utilisés dans les conflits sociaux. C'est bien des nouvelles formes à donner à de vieux combats qu'il s'agit dans ce roman (par ailleurs inspiré d'une histoire réelle).

L'autre grande force de ce livre est de poser et décrire une classe ouvrière non pas mythifiée et rêvée, mais bien réelle, avec ses doutes et son désespoir, ses soucis permanents du lendemain (en fait, ses soucis du jour présent), ses trahisons

et son irréductible résistance à l'ordre du monde, en l'occurrence, l'ordre de l'usine et des propriétaires de celle-ci. Pas de schématisme, ni de jugements moraux, seulement une profonde attention – et donc une réelle sensibilité – aux questions qui se posent aujourd'hui, dans ce roman comme dans la réalité sociale, subtilement analysée.

Une dernière remarque : à l'heure où les termes de « classe ouvrière » ou de « lutte des classes » sont devenus des « gros » mots bannis du discours politique, ce livre a connu un énorme succès de librairie en France à sa sortie, remportant même un prix littéraire « populaire » décerné par des lecteurs. Un signe des temps, peut-être.

## EN BREF...

### Documentaire

« Société anonyme » documentaire de Laurent Graenicher (Suisse, 2005, 79').

Tourné entre 2002 et 2004 et centré sur la crise de la société Tornos à Moutier, Jura bernois, ce film tente d'interpeller le spectateur sur des problématiques telles que : la perte d'identité par la perte de travail ou encore la responsabilité sociale des gros investisseurs. Ce film peut être vu dans plusieurs salles de Suisse romande et pendant tout le mois d'octobre au Zinéma de Lausanne. Pour plus d'informations consultez le site internet de la production : [www.imagach.com](http://www.imagach.com)

### CD

Parabellum – Panem, circenses & rock'n'roll

Après le retour bruyant des Wampas et des Bérurier Noir, c'est à Parabellum, de revenir sur le devant de la scène par le truchement du nouvel album : Panem, circenses & rock'n'roll. Après 21 ans de carrière, le groupe n'a rien perdu de son mordant comme en témoignent les paroles du premier titre : « Heureux comme un chien en laisse ». Le public romand pourra le vérifier en concert, puisque Parabellum est en première partie de Lofofora (!) au **NEU de Montreux, le 22 octobre**.

# Les Mauvaises Gens

Une histoire de militants, BD d'Etienne Davodeau, Delcourt, 2005



ROGER RAEMY

De la fin de la Seconde Guerre mondiale à la première élection de François Mitterrand, l'auteur nous parle ici du parcours de ses parents, militants socialistes et ouvriers. Le récit se situe dans le grand Ouest, plus précisément dans les Mauges (contraction des « MAUvaises GENS »). Le point de départ correspond à une époque où la reconstruction du pays était prioritaire. Les jeunes passent sans transition de l'école obligatoire aux usines. Dans cette région affectée par les conséquences du soulèvement royaliste de 1793, le catholicisme est très présent et très militant. Quand certains tendent la joue droite, d'autres relèvent la tête pour se lancer corps et âme dans l'action militante en faveur des travailleurs.

Comme le suggère la couverture, par ce livre, l'auteur retrace l'histoire du face à face entre le militantisme catholique et le militantisme syndical. Étienne Davodeau est lui-même un des militants convaincus de la bande dessinée contemporaine réaliste ! Il le

prouve d'abord en dessinant un véritable documentaire sur la paysannerie : « Rural ! » (déjà chez Delcourt). Il revient à la charge avec ce documentaire traitant des rapports historiques entre les militants ouvriers et l'institution catholique.

Grâce à un trait simple et dynamique peu soucieux de représenter fidèlement tous les détails de la réalité, l'auteur parcourt quarante années d'histoire de lutte pour la dignité des travailleurs en huit chapitres. Pour rendre compte de la complexité des émotions dans lesquelles se trouvent les acteurs, l'auteur utilise à merveille toutes les techniques du neuvième art. Le découpage, l'aller et retour entre le présent du témoignage et le passé des actions, les gros plans sur les visages sont tous mis au service d'un récit dans lequel se mêlent l'histoire d'un mouvement et les histoires individuelles.

En ne lisant que ce résumé, il est possible de penser que le livre de Davodeau n'est qu'un pamphlet sur l'oppression du monde ouvrier dans la France

d'après-guerre. Mais cela serait faire fi de l'immense talent narratif d'un auteur qui sait émouvoir et introduire dans un récit particulier suffisamment d'universel pour qu'un public éloigné de cette région ou de ce milieu social y trouve un intérêt et y voit des analogies avec son propre quotidien, ses propres combats. A l'encontre de toute la mouvance « autobiographique » actuelle, il ne met pas en exergue son histoire familiale, mais la restitue dans son contexte historique qui est, au final, le personnage principal de ce livre. Il le fait également grâce à l'histoire des militants, celle des partis et celle de la figure qui a marqué de son empreinte et de ses ambitions la gauche française : François Mitterrand.

Les Mauvaises Gens est un livre d'histoire sociale qui mêle les faits et l'interprétation de ces faits par les acteurs du moment. Au nombre de ces acteurs, il y a : l'auteur lui-même, son père, sa mère, le curé mandaté pour créer des associations de jeunesse catholique, les représentants des syndicats d'entreprises, les militants du Parti socialiste, ceux du Parti communiste, les patrons...

Chacun de ces acteurs se remémore sa propre histoire, ses attentes et ses convictions. Chacun évoque à sa manière :

l'emprise des écoles privées catholiques, les licenciements, les manifestations, l'augmentation vertigineuse du nombre de chômeurs, les alliances électorales, les luttes entre syndicats d'entreprise et syndicats de branche... Chacun mesure le chemin parcouru. Autrement dit, il mesure ce que le combat a apporté en terme de droit du travail, de conventions collectives, de droit à l'avortement...

Le point final de ce récit est l'élection de François Mitterrand en 1981. L'auteur écrit : « Il y a ceux qui pensaient que ça n'arriverait pas de leur vivant. Il y a ceux qui y croyaient pour de bon. J'ai grandi parmi ces gens modérés et intègres. Ce soir-là, ils se sont dit : ça y est, le plus dur est derrière nous. » L'histoire a fait bouillir sa marmite et montré à quel point ce sentiment est erroné. Plus de vingt ans plus tard, ce livre est à la fois un hommage au travail accompli et une invitation à poursuivre le combat pour la dignité humaine dans tous les domaines !



## AGENDA

### GENÈVE

**Samedi 15 octobre :**

**Manifestation internationale « Stoppons l'emprise des multinationales à l'OMC ».** Départ devant l'OMC, Av. de la Paix, 14h.

**Du 17 octobre au 21 octobre :**

**Semaine d'action contre l'OMC** avec débats, conférences, actions symboliques. Informations et programme sur [www.omic-wto.org](http://www.omic-wto.org).

### NEUCHÂTEL

**Judi 27 octobre :**

**« 8000 colons évacués de Gaza, 3 millions de**

**Palestiniens enfermés ».** Conférence d'Alain Ménargues, 20h, Théâtre de la Poudrière, Quai Ph. Godet 18.

Org. : Collectif Urgence Palestine et Les Amis du Monde diplomatique.



### Allemagne: une nouvelle gauche?

Deux idées sont diffusées au sein de la gauche européenne suite aux élections du 18 septembre: 1) le néo-libéralisme a subi une défaite; 2) une nouvelle gauche a émergé. Qu'en penser?



«Avoir le courage des réformes». Est-ce Schröder qui plagie Merkel? Ou l'inverse?

#### PETER STRECKEISEN

Commençons par la bonne nouvelle. Le 18 septembre ne s'est pas produit ce que les milieux patronaux de toute l'Europe avaient espéré: une nette victoire des forces conservatrices et libérales (CDU/CSU et FDP) facilitant un accélération et un approfondissement des «réformes» – mot code pour le programme de contre-réformes conservatrices – lancées avec l'Agenda 2010 du gouvernement Schröder. Les élections du 18 septembre ont débouché sur un score quasi égal du SPD et de la CDU/CSU. Tout indique que l'on se dirige vers une «Grande coalition» réunissant la CDU/CSU et le SPD, comme cela fut déjà le cas au niveau national entre 1966 et 1969 (des Grandes coalitions existent déjà dans de nombreux Länder). Les milieux patronaux sont déçus. *The Economist* traitait le 24 septembre sur le «cauchemar allemand». La *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) annonçait, le 19 septembre, que c'était «le pire résultat pour l'Allemagne».

Le ton a cependant rapidement évolué. Le Capital se prépare à une Grande coalition et y voit des avantages. Le *Financial Times* du 22 septembre publie un plaidoyer pour un tel choix, qui permettrait de donner davantage de légitimité aux «réformes». Le lendemain, le même quotidien rappelle qu'en Allemagne, toutes les grandes «réformes sociales» menées à bien depuis 50 ans ont été portées par les deux grands partis – indépendamment de qui était au gouvernement. En fait, «les programmes du SPD, de la CDU et de la CSU sont dans une large mesure interchangeables» (NZZ, 22.9.2005). La «guerre pour la chancellerie» entre Schröder et Merkel porte beaucoup moins sur des divergences politiques que sur le partage des principaux postes dans le futur gouvernement et au sein de l'administration. Quelle que soit la composition du nouveau gouvernement, il poursuivra dans la voie tracée par l'Agenda 2010 de Schröder, véritable ordre de marche néo-libéral.

#### Patronat à l'offensive

L'hebdomadaire *Die Zeit* a publié le 22 septembre une évaluation de ces élections plus réaliste que nombre de commentaires de gauche. L'hebdomadaire rappelle que les partis qui soutiennent et veulent poursuivre les «réformes» initiées par Schröder – le SPD, la CDU/CSU, les Verts et le FDP – ont réuni 90% des suffrages. Plus important: «L'économie allemande ne dépend pas du résultat des élections. Elle a entamé depuis longtemps son renouveau.» Depuis 2004, les entreprises imposent de plus en plus leurs programmes de «baisse des coûts», même lorsqu'il y a des protestations et grèves. Mercedes, Siemens ou Opel illustrent cette réalité. Sous la menace de supprimer des emplois ou de les délocaliser, les salaires ont été baissés et le temps de travail augmenté. Parfois, les syndicats assistent impuissants. Plus souvent, ils ont participé activement à la mise en œuvre des plans patronaux. La grève d'Opel à Bochum étouffée par IG Metall en octobre 2004 ou la «réforme du statut de fonctionnaire» cautionnée par Verdi sont deux exemples de cette orientation des directions syndicales. La Banque mondiale n'a pas désigné pour rien l'Allemagne comme pays des réformes pour l'année 2004.

L'économie n'attend d'ailleurs pas la formation du nouveau gouvernement pour mettre en œuvre ses plans. Mercedes vient d'annoncer un plan de 8 500 suppressions d'emplois. VW veut faire construire ses nouveaux véhicules 4x4 «Marrakech» par des salariés qui ne seront pas soumis au contrat collectif de travail: ils gagneront 2 556 euros par mois pour 35 heures de travail hebdomadaires, alors que le contrat prévoit 2 603 euros pour 28,8 heures (WASG, 28.9.2005). Siemens annonce des diminutions de temps de travail avec baisse de salaires (*Le Monde*, 24.9.2005). «Le patronat allemand montre la voie» aux politiques, titre un éditorial du *Financial Times* (29.9.2005).

#### Maquillages

C'est à cette aune qu'il faut apprécier les manifestations de joie au sujet d'un «résultat électoral à gauche du centre», pour reprendre la formule du président de Verdi, Frank Bsirske. La majorité électorale de 51% réunie pour les rouges-rouges-verts (SPD, Parti de gauche et Verts) ne correspond pas à une majorité de gauche. La plus grande part de ces suffrages ont été recueillis par des partis qui mènent depuis 7 ans une politique gouvernementale néolibérale. Il est également exagéré de parler

de déplacements dramatiques au sein de l'électorat. On constate plutôt une lassitude vis-à-vis du système politique. Pour la première fois depuis 1949, les deux principaux partis réunissent moins de 70% des voix. En 1972 et en 1976, leur part s'élevait à 90%. Quant à la participation, elle a reculé de 91,1% en 1972 à 77,7%. Selon un sondage (Emnid), la confiance dans les partis politiques s'est effondrée: de 41% en 1995 à 17% aujourd'hui. Les gains enregistrés par le Parti de gauche, qui a doublé ses voix (4,1 millions) par rapport au score du PDS il y a 3 ans, renvoient pour une bonne part à cette réalité plutôt qu'à une identification avec un nouveau projet de gauche. Selon la *Süddeutschen Zeitung* (20.9.2005), le Parti de gauche a gagné 1 million d'électeurs en provenance du SPD, 250'000 de la CDU/CSU, 220'000 des Verts et 390'000 des abstentionnistes de 2002.

#### Fausse fenêtre

Le Parti de gauche ne constitue pas une nouvelle force politique: c'est le PDS, héritier du SED (parti unique de la DDR), avec un nouveau nom. Le Parti de gauche a ouvert ses listes à des membres de l'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG). Les deux formations doivent fusionner. A l'Est, le Parti de gauche a maintenu le score d'environ 25% du PDS. A l'Ouest, il est passé de presque rien à près de 5%. Une douzaine d'élus sur 54 de la nouvelle fraction au Bundestag du Parti de gauche viennent de la WASG. Les directions du PDS et de la WASG oscillent dans leurs options politiques entre un programme keynésien et l'aspiration à gouverner – comme le PDS/Parti de gauche le fait déjà, aux côtés du SPD, à Berlin et dans le Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale. «Nous voulons co-gouverner dès que le SPD sera redevenu social-démocrate»: voilà le message d'Oskar Lafontaine et Gregor Gysi, les deux nouveaux chefs de la fraction parlementaire du Parti de gauche.

De nombreux militant·e·s des mouvements sociaux et de la gauche radicale se sont engagés au sein de la WASG. Ils ont cependant beaucoup de peine à se faire entendre face aux fonc-

tionnaires syndicaux et aux anciens notables du SPD qui occupent les postes de commandés et qui sont des adeptes du «réalisme politique». Le Parti de gauche a profité des mouvements de protestation qui se sont développés en 2004 contre Hartz IV et contre les attaques des employeurs. Il n'est cependant que peu lié à ces mouvements. Les fonctionnaires syndicaux membres du PDS et de la WASG sont le plus souvent davantage proches des directions des syndicats Verdi ou IG Metall que des gauches syndicales. Ce n'est pas un hasard si Frank Bsirske et Jürgen Peters, chefs de Verdi et d'IG Metall, ont laissé voir une certaine sympathie pour le Parti de gauche.

La situation à Berlin souligne la situation contradictoire du Parti de gauche. Le groupe de la WASG dans la capitale fédérale a de fait été forcé de renoncer à présenter sa propre liste aux élections et d'appeler à voter pour le Parti de gauche. Celui-ci participera avec le SPD à la coalition gouvernementale à la tête de la ville, qui mène une politique brutale de privatisations. Pour les élections régionales de l'automne 2006, la WASG entend se présenter avec sa propre liste contre le SPD et le PDS. «Ce n'est pas une contradiction pour nous», explique la homepage de la WASG berlinoise...

Plus encore qu'en 2002, la campagne électorale a été marquée par une américanisation croissante, où le «profil» des candidats compte davantage que les programmes. Des stars politiques comme Gysi ou Lafontaine peuvent dans un tel cadre aller à la pêche aux voix. Mais ce n'est pas là que se construira un nouveau projet politique de gauche. Il y a certes de bonnes raisons de vouloir s'impliquer dans le Parti de gauche: il peut encore évoluer dans des directions assez différentes en fonction des mouvements sociaux et des luttes. Mais, ces derniers mois, beaucoup trop d'espéros ont été investis sur un projet parlementaire, alors que les luttes sociales étaient en recul. Or, lorsque le monde des apparences du Parlement devient un substitut au manque de succès et de perspectives dans la «société réelle», tout projet de gauche dérive inévitablement à droite.

### RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DE 1998, 2002 ET 2005

	Participation	CDU/CSU	SPD	FDP	Verts	PDS/Parti de gauche
1998	82,3%	35,1%	40,9%	6,2%	6,7%	5,1%
2002	79,1%	38,5%	38,5%	7,4%	8,6%	4,0%
2005	77,7%	35,2%	34,3%	9,8%	8,1%	8,7%

#### ABONNEMENT

Talon à renvoyer à **La Breche**, case postale, 1000 Lausanne 20, abonnement@labreche.ch. Vous pouvez aussi faire directement votre versement au CPP 17-247 469-2, **La Breche**, 1000 Lausanne 20.

#### Je souscris à un abonnement (12 N°/an)

- normal (20.-)  de soutien (50.- et plus)  
 à l'étranger (50.- / 35 euros)

Nom:..... Prénom:.....

Rue et numéro:.....

NPA et localité:..... Pays:.....

Adresse mail (facultatif):.....

#### J'offre un abonnement à La Breche

- normal (20.-)  de soutien (50.- et plus)  
 à l'étranger (50.- / 35 euros)

#### Coordonnée du/de la bénéficiaire:

Nom:..... Prénom:.....

Rue et numéro:.....

NPA et localité:..... Pays:.....

Adresse mail (facultatif):.....

#### CONTACTS

#### Pour prendre contact avec le MPS:

MPS, CP 209, 1211 Genève 4, mps-g@bluewin.ch • MPS-BES, CP 961, 1700 Fribourg 1, mps-fribourg@bluewin.ch • MPS, CP 120, 1000 Lausanne 20, mps-va@fastnet.ch • MPS, CP 2218, 1950 Sion 2, mpsvs@hotmail.com • MPS, CP 2320, 6501 Bellinzona, mps-ti@bluewin.ch • MPS, Pf 2002, 4001 Bâle • MPS, Pf 129, 3000 Berne 23 • MPS, Pf 8707, 8036 Zurich.

#### Coordonnée de la personne à qui envoyer la facture:

Nom:..... Prénom:.....

Rue et numéro:.....

NPA et localité:..... Pays:.....

Adresse mail (facultatif):.....